

COMMISSION SPECIALE CHARGE D'EVALUER LA LEGISLATION ET LA POLITIQUE EN MATIERE DE TRAITE ET DE TRAFIC DES ETRES HUMAINS

du

VENDREDI 25 NOVEMBRE 2022

Matin

La réunion publique de commission est ouverte à 10 h 14 et présidée par M. Khalil Aouasti. De openbare commissievergadering wordt geopend om 10.14 uur en voorgezeten door de heer Khalil Aouasti.

Audition sur la traite et le trafic des êtres humains, volet victimes mineures, de

- Mme Laurence Detheux, magistrat de la jeunesse;

- Mme Saskia Van Nieuwenhove, représentante de KLAPROZEN vzw;

- M. David Lowyck, directeur de MINOR NDAKO.

Hoorzitting over mensenhandel en mensensmokkel, onderdeel minderjarige slachtoffers, met

- mevrouw Laurence Detheux, jeugdmagistraat;

- mevrouw Saskia Van Nieuwenhove, vertegenwoordigster van KLAPROZEN vzw;

- de heer David Lowyck, directeur van MINOR NDAKO.

Le **président**: Chers collègues, nous allons commencer. Je souhaite, dans un premier temps, remercier les oratrices et orateurs du jour, à savoir madame Laurence Detheux, magistrat de la jeunesse, madame Saskia Van Nieuwenhove, représentante de l'ASBL KLAPROZEN, et monsieur David Lowyck, directeur de MINOR NDAKO. Les travaux du jour nous amènent à nous concentrer sur un thème particulier qui nous avait été indiqué par nos deux experts – futurs rapporteurs – au mois de juin, à savoir que la première série d'auditions n'avait pas permis de mettre un focus suffisamment important sur les mineurs victimes de traite et de trafic des êtres humains. C'est la raison pour laquelle toute cette journée – cette séance ainsi que celle de 14h – sera consacrée aux victimes mineures de traite et de trafic des êtres humains. Je cède, sans transition, la parole à madame Detheux, qui est

BIJZONDERE COMMISSIE BELAST MET DE EVALUATIE VAN DE WETGEVING EN HET BELEID INZAKE MENSENHANDEL EN MENSENSMOKKEL

van

VRIJDAG 25 NOVEMBER 2022

Voormiddag

magistrate de la jeunesse, et je la remercie encore pour sa présence, son travail et son investissement.

Laurence Detheux: Je vous remercie. Les réformes de l'État successives ont permis aux communautés de légiférer dans les domaines de l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse. Des législations différentes sont actuellement en vigueur dans les différentes communautés et régions du pays et le travail législatif se poursuit dans des directions plus ou moins différentes.

Certains principes restent communs. Il existe des différences entre les régimes applicables aux mineurs considérés comme en danger (ou « en difficulté » ou « en situation inquiétante » selon les termes légaux utilisés), d'une part, et ceux applicables aux mineurs en conflit avec la loi, c'est-à-dire suspectés d'avoir ou ayant commis des "faits qualifiés infraction" ou des "délits de mineurs" ("Jeugddelicten") selon les termes légaux utilisés.

Les mineurs ne sont, en principe, pas responsables pénalement. On applique aux mineurs des "mesures" ou des "sanctions", dont la nature est éducative et de sûreté, et non des peines. Les juridictions de la jeunesse peuvent, toutefois, exceptionnellement, se dessaisir de la situation de jeunes en conflit avec la loi alors qu'ils sont âgés de 16 ans ou plus. En cas de dessaisissement, ces jeunes sont jugés par des juridictions spécifiques de la jeunesse qui appliquent le droit pénal (pouvant mener à la condamnation à des peines).

Toutes les législations applicables aux mineurs en danger (ou en situation inquiétante) donnent la priorité à la mise en œuvre de l'aide à la jeunesse sur une base volontaire, l'imposition par les juridictions de la jeunesse de mesures de protection étant en principe subsidiaire et soumise

à des conditions strictes.

La toute première question que doit se poser le magistrat du ministère public à propos d'un jeune est celle de son âge (mineur ou majeur).

Sur le plan judiciaire, la question de la détermination de l'âge des jeunes non accompagnés (mineurs étrangers non accompagnés – MENA – et mineurs européens non accompagnés en situation de vulnérabilité – MESV) se pose fréquemment.

En cas de doute sur l'âge, il est légalement prévu que le service des Tutelles (attaché au SPF Justice) prenne l'initiative de soumettre le jeune à un triple test osseux (main et poignet, dents, clavicule) en vue de déterminer s'il y a lieu d'organiser la tutelle spécifique (désignation d'un tuteur MENA qui représentera et accompagnera le jeune).

Toutefois, il n'est pas rare que l'appréciation des juges et tribunaux diffère de celle de ce service, sur la base des éléments qui leur sont soumis, notamment les résultats de tests osseux pratiqués, en urgence, à la demande des autorités judiciaires.

Ces doutes sur l'âge peuvent persister durant plusieurs années (s'agissant de jeunes en errance en Belgique ou en cas de transmigration à travers plusieurs pays européens, tels que l'Italie ou l'Espagne, la France,...) et fragilisent la base même de l'intervention en matière de protection de la jeunesse.

Des jeunes peuvent, en effet, échapper aux mesures de protection (en se déclarant majeurs alors qu'ils sont, en réalité, mineurs) ou, au contraire, en bénéficier « indûment » (en se déclarant mineurs alors qu'ils sont, en réalité, majeurs).

La question suivante que doit se poser le magistrat est celle de la compétence territoriale (quel arrondissement judiciaire doit prendre en charge la situation du mineur), qui est déterminée, selon l'article 44 de la loi du 8/4/1965 relative à la protection de la jeunesse, par le lieu de la résidence des personnes qui exercent l'autorité parentale (ou de la résidence du tuteur) ou, à défaut, du lieu des "faits qualifiés infraction" ou "délit de mineur" ou du lieu où le mineur a été trouvé ou placé.

Concernant la prise en charge des mineurs en danger (ou en difficulté ou en situation inquiétante), les différentes législations visent toutes à favoriser l'aide volontaire, qui est mise en œuvre par des

services administratifs, vers lesquels il est prescrit d'orienter les situations prioritairement à la saisine d'un juge de la jeunesse, sauf exceptions liées à l'urgence et à la gravité du danger.

Cette aide est mise en œuvre par les Services de l'Aide à la Jeunesse (SAJ) de la Communauté française, le service équivalent de la Communauté germanophone et ce qu'on appelle les structures mandatées de la Communauté flamande. Cette aide implique, notamment, le consentement des bénéficiaires (parents, tuteurs, jeunes de plus de 12 ou 14 ans ou ayant la maturité requise, en fonction des législations applicables).

Cette aide peut consister en des renvois vers des services de première ligne ou des services d'aide à la jeunesse accessibles aux particuliers; des suivis par des membres du personnel psychosocial des autorités précitées, généralement appelés délégués; des accompagnements en famille ou des placements en dehors du milieu de vie (en famille d'accueil, en institution, en service hospitalier), via des services ou institutions mandatés par les autorités précitées.

Quand une situation est gérée dans le cadre de l'aide volontaire, le ministère public reçoit peu d'informations des autorités communautaires compétentes, conformément au principe de déjudiciarisation consacré par les différents législateurs et également en vertu de principes liés au secret professionnel.

Concernant l'aide contrainte: lorsque l'aide volontaire ne permet plus de rencontrer adéquatement la situation de danger, notamment en raison du défaut de consentement, les services chargés de sa mise en œuvre en informent le procureur du Roi (parquet) compétent qui peut saisir un juge de la jeunesse et requérir l'application de mesures contraignantes.

En fonction des différentes législations applicables dans chacune des régions linguistiques, le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse peut ordonner des mesures telles que des surveillances généralement conduites par des délégués; des accompagnements en famille; des placements en dehors du milieu de vie – toujours des familles d'accueil, institutions ou services hospitaliers par exemple; également des mises en autonomie (à partir de l'âge de 16 ans).

Les mesures décidées par le juge sont, généralement, exercées ou mises en œuvre par les Services de Protection de la Jeunesse (SPJ) de la Communauté française, les services appelés *Sociale Dienst* de la Communauté flamande et le

service de l'aide judiciaire à la jeunesse de la Communauté germanophone.

En cas d'urgence particulière et de danger important, le procureur du Roi peut saisir le juge de la jeunesse directement (sans passer par les services d'aide volontaire). Le juge de la jeunesse pourra alors ordonner les mesures précitées ou certaines d'entre elles (dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et en région de langue française, seul un placement peut être ordonné dans cette hypothèse), pendant des périodes limitées, durant lesquelles les services d'aide volontaire interviendront en vue de trouver un accord. Soit un accord sera conclu et exécuté dans le cadre de l'aide volontaire, soit la situation restera judiciaire.

En règle générale, les mesures à l'égard des mineurs en danger ou en situation inquiétante n'impliquent pas de privation de liberté. Seule la législation flamande prévoyait que le juge ou le tribunal de la jeunesse pouvait, à titre exceptionnel et pour maximum trois mois, confier le mineur qui avait atteint l'âge de 14 ans, à un établissement fermé approprié, s'il était démontré que le mineur s'était soustrait à des mesures de placement en milieu ouvert, à deux reprises ou plus, et que cette mesure s'imposait pour conserver l'intégrité de la personne du mineur. Cette disposition ne devrait plus être en vigueur à partir du 1^{er} mars 2023.

Par contre, il existe, actuellement, en Flandre, des nouvelles dispositions qui prévoient la possibilité de placement de mineurs dans des institutions sécurisées (*beveiligend verblijf*), dans lesquelles la liberté du mineur peut être limitée si c'est jugé nécessaire pour sa sécurité.

En Wallonie, l'institution Esperanto (qui accueille des victimes mineures de la traite ou du trafic des êtres humains, avec des possibilités d'élargissement à des victimes de violences extrêmes, que ce soit dans un contexte organisé ou familial) offre *de facto* un cadre plus sécurisé et contenant que celui des institutions classiques de l'aide à la jeunesse.

Concernant la prise en charge des mineurs en conflit avec la loi: lorsqu'un mineur est soupçonné d'avoir commis un "fait qualifié infraction" ou un "délit de mineur" (*Jeugddelict*), les magistrats du parquet peuvent saisir le juge de la jeunesse directement, sans passer par les services d'aide volontaire, même si cette saisine peut être soumise à d'autres conditions (par exemple: obligation de motiver le fait qu'une médiation n'est pas proposée).

Rien n'empêche, toutefois, les parquets de renvoyer vers les services d'aide volontaire de telles situations. Lorsqu'un juge de la jeunesse est saisi sur cette base, il peut prendre certaines mesures spécifiques:

- la médiation;
- le maintien en famille sous conditions;
- la prestation d'intérêt général;
- le placement en institution communautaire publique de protection de la jeunesse (ICPPJ ou IPPJ), en milieu ouvert ou fermé, à durée limitée, parfois renouvelable, à des conditions liées:
 - à l'âge du mineur (12 ou 14 ans, les nouvelles législations généralisant l'âge de 14 ans)
 - au taux de peine qu'emporteraient les faits si l'intéressé était majeur (par exemple, le taux de peine pouvant justifier, en soi, le placement d'un mineur en milieu fermé est de 5 à 10 ans);
 - à la nature des faits (il y a, par exemple, plus de possibilités de placement pour les faits de coups et blessures);
 - aux faits commis précédemment;
 - au non-respect des mesures précédemment imposées, etc.

Il y a lieu de noter que les législations applicables actuellement en région de langue française et prochainement en région bilingue de Bruxelles-Capitale ne permettent, en principe, plus de placer en IPPJ des mineurs suspectés de faits de vol simple, fraude informatique et recel.

Enfin, le juge de la jeunesse peut être saisi de la situation d'un jeune tant sur la base des dispositions relatives aux mineurs en danger que sur la base de celles relatives aux mineurs en conflit avec la loi et ainsi ordonner les mesures les plus adaptées aux besoins du jeune en fonction de son évolution.

Remarques de procédure valables dans tous les cas de saisine d'un juge de la jeunesse.

Le jeune ayant atteint l'âge de 12 ans doit être entendu personnellement par le juge de la jeunesse amené à prendre toute mesure provisoire à son égard, sauf s'il n'a pu être trouvé, si son état de santé s'y oppose ou s'il refuse de comparaître. Le respect des droits de la défense commande que ses parents ou son tuteur soient également entendus.

Les mesures décidées par le juge de la jeunesse doivent être revues, chaque année, par le tribunal de la jeunesse, après avoir entendu les réquisitions du ministère public, en audience publique. Dans le cadre des procédures de la protection de la jeunesse, le tuteur MENA est avisé et cité aux

audiences publiques, au même titre que les parents (en tant que partie à la cause).

J'aborde maintenant la question de la privation de liberté des mineurs par le ministère public. Les mineurs en conflit avec la loi peuvent être privés de liberté au maximum 48 heures sans qu'une décision judiciaire ne leur ait été signifiée.

La privation de liberté est permise notamment pour assurer la comparution du jeune devant l'autorité compétente. Les principes fondamentaux du droit international en matière de justice des mineurs commandent, toutefois, que la durée d'une privation de liberté soit la plus brève possible et que le mineur détenu soit séparé des adultes.

Concernant les mineurs en danger ou en situation inquiétante, la possibilité pour le ministère public de priver de liberté ces mineurs n'est explicitement prévue par aucune législation. Une pratique des parquets d'instance s'est pourtant établie de longue date consistant, dans des circonstances exceptionnelles, à ordonner une privation de liberté (au sens d'une mesure empêchant d'aller et de venir) de mineurs afin de mettre fin à une situation de danger.

De manière assez logique, il fut communément admis que cette privation de liberté ne pouvait être d'une durée supérieure à celle prévue pour les mineurs suspectés d'avoir commis un "fait qualifié infraction", soit, à l'époque, 24 heures. Cette pratique, qui s'apparente à un "état de nécessité", peut trouver indirectement un fondement dans les dispositions imposant de prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant, de manière primordiale, dans son action (article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant, article 22bis de la Constitution, et les nombreuses dispositions des différentes normes communautaires en matière d'aide aux enfants en danger ou en situation inquiétante).

Le ministère public considère, actuellement, dans les situations soumises à des législations n'ayant pas réglé la question, ne pouvoir décider d'une telle privation de liberté qu'en cas de péril grave et imminent pour un mineur n'ayant aucune ressource familiale ou de son entourage, pour une durée ne dépassant pas 24 heures, et ce afin de permettre aux autorités compétentes d'intervenir.

Selon le décret du 19 mai 2008 relatif à l'aide à la jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse de la Communauté germanophone, applicable en région de langue allemande, le procureur du Roi peut, en cas de menace imminente, ordonner une mesure qui perd

son effet après 7 jours ouvrables si elle n'a pas été confirmée dans ce délai par le juge ou le tribunal de la jeunesse.

Le décret de la Communauté française du 23 juin 2022 modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, permet au procureur du Roi, en cas de nécessité urgente et de péril grave, si le SAJ ou le SPJ n'est pas joignable, d'ordonner une mesure de placement du mineur en dehors de son milieu de vie, qui prend fin au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant le moment où la mesure a été prise.

Ces nouvelles dispositions font, toutefois, l'objet d'un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle au motif, notamment, que le placement, qui constitue une ingérence importante dans le droit au respect de la vie privée, ne pourrait être décidé que par un juge, dans le cadre d'une procédure contradictoire.

Ces nouvelles dispositions sont couplées à un système de garde des SAJ et SPJ qui peuvent, en dehors des heures d'ouverture de ces services, informer le ministère public sur l'opportunité de procéder en urgence à un éloignement du milieu de vie de l'enfant.

Un certain nombre d'observations peuvent être formulées. En réalité, même l'aide contrainte (judiciarisée) nécessite un certain niveau de collaboration du jeune en danger, en difficulté ou en situation inquiétante. Toute la difficulté, face à des mineurs en errance ou en transmigration, potentiellement victimes de traite ou de trafic des êtres humains, extrêmement vulnérables par définition, est que nombre d'entre eux ne sont pas en demande explicite d'aide sur le territoire belge et ont développé, au cours de leur existence, des stratégies d'évitement des pouvoirs publics.

L'expérience montre la difficulté de prendre en charge des mineurs, parfois très jeunes, qui présentent une ou plusieurs des problématiques suivantes:

- souffrant de problèmes psychiatriques ou d'assuétudes;
- se trouvant en situation de prostitution;
- contraints par leur entourage (parfois familial de type clanique) à commettre des infractions;
- se mettant gravement en danger en vue d'atteindre des destinations telles que l'Angleterre.

Un deuxième point concerne les principes de base de la protection des victimes mineures de la traite et du trafic des êtres humains. La circulaire du SPF Justice du 23 décembre 2016 relative à la

mise en œuvre d'une coopération multidisciplinaire concernant les victimes de traite des êtres humains et/ou de certaines formes aggravées de trafic des êtres humains organise la collaboration entre les différents partenaires en vue d'octroyer le statut de protection de victime de la traite ou de certaines formes de trafic des êtres humains (comme prévu dans la loi sur les étrangers). Cette loi précise qu'il est dûment tenu compte de l'intérêt supérieur de l'enfant (MENA) pendant l'ensemble de la procédure.

Le trafic des êtres humains commis au préjudice d'un mineur est une des formes aggravées qui permet l'octroi du statut. Toute personne non ressortissante d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à une convention relative au franchissement des frontières extérieures liant la Belgique peut être victime de trafic des êtres humains.

Toute personne, y compris les mineurs, peut être victime de la traite des êtres humains. Les mineurs peuvent, par exemple, être victimes de "loverboys" ou de "tinerpooiers".

Il n'est pas obligatoire que la personne interceptée fasse immédiatement des déclarations pour pouvoir être considérée comme victime. La constatation d'indices suffit.

Dans ce cas, même si la personne elle-même ne se perçoit pas comme victime, le service de police ou l'Inspection sociale concerné doit informer la personne de la possibilité d'obtenir un titre de séjour en coopérant à l'enquête (notamment via des brochures) et la mettre en contact avec un centre reconnu spécialisé dans l'accueil des victimes de ces infractions (Pag-Asa à Bruxelles, Sürya à Liège et Payoke à Anvers).

Seul ce type de centre est habilité à introduire une demande de délivrance d'un document de séjour au bureau MINTEH de l'Office des étrangers.

L'accompagnement de la victime par ces centres est global pour les majeurs: accueil résidentiel (si nécessaire), aide psychosociale et médicale, accompagnement administratif et juridique, assistance d'un interprète tant que nécessaire.

Comme ces structures ne sont pas adaptées pour fournir l'hébergement et l'encadrement spécifiques pour les mineurs, ceux-ci sont orientés par ces centres vers un centre assurant un hébergement ou un encadrement adapté pour les victimes mineures, comme par exemple Esperanto ou Minor-Ndako.

L'octroi d'un titre de séjour provisoire est soumis au respect des conditions suivantes: la victime manifeste une volonté claire de coopération, a rompu tous les liens avec les auteurs présumés de l'infraction et n'est pas considérée comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale (selon l'appréciation du magistrat du ministère public référent en la matière).

Pour l'appréciation des critères d'octroi du statut de victime, il est tenu compte de la vulnérabilité particulière des mineurs d'âge plus difficilement enclins à collaborer. La collaboration d'un MENA doit également être appréciée de manière plus souple.

Le Bureau MINTEH de l'Office des étrangers peut autoriser la victime au séjour pour une durée illimitée soit lorsque sa déclaration ou sa plainte a abouti à une condamnation, soit si le magistrat a retenu dans ses réquisitions la prévention de traite ou de trafic aggravé des êtres humains.

Cette disposition est appliquée également lorsque le suspect est mineur et est poursuivi devant les juridictions de la jeunesse. Concernant les MENA, en plus de l'Office des étrangers, le Service des Tutelles doit être immédiatement prévenu. Ce service doit leur attribuer en priorité un tuteur qui est chargé de représenter son pupille dans toutes les procédures.

Le centre d'accueil spécialisé et le tuteur veillent à assurer au mineur un encadrement approprié. Des questions de respect du secret professionnel et de la déontologie dans l'intérêt du mineur se posent également dans les différentes communications préconisées.

J'en viens aux différentes interventions du ministère public. La situation des victimes mineures de traite et/ou de trafic aggravé des êtres humains est à mettre en lien avec différentes interventions du ministère public:

- l'intervention en matière pénale: les enquêtes pénales à charge des suspects (majeurs ou inconnus) de traite ou de trafic au préjudice de mineurs peuvent être menées au sein des parquets d'instance, dont font partie les magistrats de référence qui apprécient l'octroi du statut de victime de traite ou de trafic aggravé des êtres humains; au sein des auditeurs du travail (en cas de traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique); au sein du parquet fédéral (en cas d'organisations criminelles opérant sur l'entièreté du territoire et/ou à l'échelle supranationale);

- l'intervention du ministère public en matière de

protection de la jeunesse: la protection des mineurs qui sont victimes (ou suspectés) de ces infractions est gérée par des sections spécialisées en droit de la jeunesse des parquets d'instance;

- l'intervention du ministère public en matière de recherche des personnes disparues (il existe une directive ministérielle, devenue commune avec le Collège des procureurs généraux, suite à une adaptation du 19 mai 2022).

Le jeune âge des victimes est un critère de toute grande priorité de la politique criminelle du ministère public en ces matières. Un magistrat de référence dans les matières de traite et trafic des êtres humains est désigné au sein de chaque parquet d'instance, de chaque audiorat, au parquet fédéral, et au sein de chaque parquet général et/ou audiorat général.

Les magistrats de référence se concertent entre eux et avec leurs collègues d'autres sections afin d'envisager la façon la plus adéquate de traiter certains dossiers, notamment les magistrats des sections jeunesse lorsque la victime est mineure.

Pour ce qui est de la prise en charge en urgence des MENA potentiellement victimes de traite ou de trafic des êtres humains, la prise en charge des MENA peut relever à la fois des compétences des autorités fédérales responsables de l'accueil des étrangers (Fedasil) et des compétences des autorités communautaires et judiciaires de la jeunesse.

À ce sujet, vous pouvez avoir égard au rapport du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies intitulé *Vers un renforcement de la protection des enfants non accompagnés et séparés en Belgique – État des lieux et recommandations – avril 2019*.

Par ailleurs, il a été constaté que le défaut de prise en charge spécialisée en urgence lors d'interpellations, souvent aléatoires, de MENA particulièrement vulnérables aboutissait à l'établissement de procès-verbaux de disparitions inquiétantes, auxquels il était difficile pour les parquets d'instance les plus concernés (ceux qui ont un centre Fedasil sur leur territoire) de donner une suite utile.

Une circulaire de 2016 du Collège des procureurs généraux contient un *vade-mecum* sur la prise en charge multidisciplinaire des MENA et synthétise les initiatives et les premières mesures à prendre en cas d'interpellation d'un MENA par la police et le parquet.

Le ministère public participe à des groupes de travail dont l'objet est de coordonner les différentes interventions des pouvoirs publics en faveur des mineurs les plus vulnérables, qu'ils soient ou non victimes de la traite ou du trafic des êtres humains, et de compléter les instruments existants avec des directives concrètes sur les démarches pouvant être effectuées, en urgence, en vue d'une prise en charge la plus adéquate et effective possible de ces mineurs.

De manière générale, des formations sont actuellement prévues à l'égard des magistrats ou des intervenants tant en matière de jeunesse qu'en matière de traite ou trafic. Des formations conjointes sur ces sujets sont prévues. Elles sont également très importantes pour l'avenir.

Saskia Van Nieuwenhove: Mijnheer de voorzitter, alvast bedankt dat ik in naam van de slachtoffers het woord mag nemen. Ik ben de bezielster van de vzw Klaprozen, een door het Agentschap Opgroeien erkende opvangstructuur voor Vlaamse minderjarige meisjes, ondergebracht op een veilig adres.

Ik besef dat wij over een heel beperkte groep spreken. Onze meisjes zijn het slachtoffer van pooiers of van seksuele uitbuiting en dragen vaak een dubbele rugzak. Mijn huis is gevuld met meisjes die al eerder slachtoffer waren van seksueel geweld of mishandeling binnen het gezin. Zij hebben vaak al een lang parcours doorlopen onder toezicht van de jeugdrechtbank. Hun ouders zijn afwezig, zijn uit het ouderlijk gezag ontzet of zijn overleden. Ofwel hebben de meisjes om veiligheidsredenen geen contact meer met hun ouders. Het is belangrijk die nuance toe te voegen, want geeft aan dat de meisjes bijzonder kwetsbaar zijn, niet alleen wegens hun trauma, maar ook op het vlak van rechtszekerheid. Ze zijn immers minderjarig en hebben geen ouders die hun belangen kunnen vertegenwoordigen.

Ik kan dieper ingaan op de Vlaamse bevoegdheid ter zake, maar zal me beperken tot aanbevelingen en verbeteringspunten op justitioneel en polititioneel vlak. De meisjes bevinden zich in een precarie situatie, ze zijn nog wilsonbekwaam en hun belangen als slachtoffer worden in de strafprocedure niet altijd gevrijwaard.

We merken onder andere op dat onze meisjes nog steeds zonder afdwingbaar recht op een advocaat worden verhoord. Ze kunnen wel een beroep doen op een vertrouwenspersoon, maar we merken dat zeker een TAM-verhoor (Techniek Audiovisueel verhoor van Minderjarigen) vaak gebeurt zonder advocaat, zagezegd omdat er onvoldoende ruimte

is in het lokaal. Ik heb alle vertrouwen in de speurders met wie we te maken hebben op het terrein. We willen hen niet controleren, maar we willen dat de procedure kan gevolgd worden, dat tegenstrijdigheden kunnen opgespoord worden, dat op de raadkamer kan worden tussengekomen. We merken immers dat in heel de strafprocedure geen sprake is van een dialoog en dat de advocaten van de tegenpartij vrij spel krijgen. Het beleid stelt dat de meisjes een ad-hocvoogd hebben op de zitting omdat ze niet door hun ouders vertegenwoordigd kunnen worden. In de praktijk stellen we vast dat die ad-hocvoogden alleen op de effectieve zitting van de correctionele rechtbank of van het Hof van Beroep de rechten van de minderjarigen vrijwaren, maar dat ze niet voordien optreden. Op de raadkamer worden soms geen bijkomende onderzoeksdaden gevraagd in het kader van het belang van het slachtoffer en op het niveau van de strafuitvoering weten we vaak ook niet tot wie ons kunnen wenden. Een ad-hocvoogd zal immers aangeven dat hij daartoe niet is gemandateerd. Bovendien kan een meisje zodra ze 18 is niet meer bij een ad-hocvoogd terecht.

Dat leidt tot pijnlijke situaties. Met een meisje dat net 18 was, gingen we het kindergeld dat geblokkeerd wordt tot het groeipakket – dus tot de leeftijd van 18 jaar – afhalen in het ING-kantoor in het Justitiepaleis. De loketbediende vergiste zich evenwel en gaf verkeerdelijk een print af van een rekening van onbekwamen, waarvan we nog nooit hadden gehoord. Het meisje was slachtoffer geweest van een mensenhandelaar. De dader zat in de gevangenis in Vlaanderen en bleek zijn slachtoffer 10 euro per maand te betalen om goed te staan bij de SURB (strafuitvoeringsrechtbank) en de strafuitvoering. Aangezien het slachtoffer minderjarig was, werd bij ING een rekening voor onbekwamen geopend, maar wegens het bankgeheim kon het meisje daarvan niet worden ingelicht. We krijgen bovendien geen toegang tot die rekening.

Ondertussen zijn we al bij twee meisjes via een advocaat op een ING-bankrekening gestoten. Ik vraag me dus af hoeveel minderjarige slachtoffers in Vlaanderen en Wallonië een bankrekening voor onbekwamen hebben. Daarover is geen informatie. Wie zou de betrokkenen moeten inlichten? Wie is daarin gemandateerd? Bij één meisje ging het nog verder. Er liep een betaalopdracht vanuit de gevangenis van Beveren. Op 18 jaar hadden we de rekening van het slachtoffer naar een rekening voor bekwamen laten omzetten, maar de bankkosten bleken hoger te liggen dan wat de dader maandelijks afbetaalt.

We hebben ook bemerkingen met betrekking tot de

correspondentie van Justitie. We merken dat de briefwisseling nog vaak naar het domicilieadres wordt gestuurd. Dit is zeer pijnlijk, want soms woont daar een mama met een stiefvader die veroordeeld is voor ernstige feiten gepleegd op het meisje. Op die manier belandt er post over intieme zaken van een slachtoffer van seksuele uitbuiting, in de bus van de dader. Wij vechten ook daar vaak tegen de bierkaai. We vragen aan Justitie om het verblijfsadres te gebruiken. Ik weet niet hoe het in Wallonië verloopt, maar in Vlaanderen blijft de domicilie vaak jaren staan bij de ouder aan wie een langdurig contactverbod werd opgelegd.

Daar schort het nog aan. Men denkt steeds dat de advocaat dat wel zal oplossen of dat dit op de jaarlijkse zitting van de jeugdrechtbank ter sprake zal komen. Er is in die zaken een *sense of urgency*. Het moet in die gevallen dus vaak sneller gaan en dan mag de zoektocht naar het adres waar de brief is toegekomen geen oponthoud veroorzaken.

Er is een hallucinant verhaal in het Antwerpse, waarbij er dertien slachtoffers waren. De zaak werd behandeld in een vakantiekamerzitting, waarbij Justitie argumenteerde dat de man in kwestie anders door de raadkamer riskeerde vrijgelaten te worden. Dat kan wel zijn en ik heb ook respect voor de gedachtegang van het Openbaar Ministerie, maar ik spreek namens de slachtoffers. Wanneer die slechts twee weken voor de correctionele zitting worden uitgenodigd in een vakantieperiode, dan is dat nefast. Sommige ouders hadden hun brievenbus zelfs niet geopend omdat ze op vakantie waren. Er waren ook voorzieningen met kinderen die in die periode niet met een individuele begeleider werkten. De zitting ging toch door en er werd ook een veroordeling uitgesproken, maar slechts twee van de dertien slachtoffers waren vertegenwoordigd op die zitting. Toch horen we in de media en van de magistratuur dat er altijd voor een ad-hocvoogd wordt gezorgd en dat de zitting alleen plaatsvindt wanneer het minderjarig slachtoffer vertegenwoordigd wordt.

Ik benadruk dat de commissie altijd welkom is bij ons in de opvang, zodat we die situaties ook kunnen staven, want hier is dat niet mogelijk. Ik kan de meisjes immers niet voor de camera's brengen. U bent dus zeker welkom, omdat die gestaafde stukken hopelijk leiden tot een beter beleid. Wij hebben immers vastgesteld dat de correctionele rechtbank uitspraken heeft gedaan in zaken van seksuele uitbuiting, waarvoor er straffen tot acht jaar gevangenis worden opgelegd, waarbij de slachtoffers niet werden vertegenwoordigd. Het behoeft geen betoog dat dit absoluut niet door de beugel kan. Een slachtoffer heeft namelijk het recht vertegenwoordigd te worden.

Ik heb ook heel veel vragen bij de strafuitvoering. Dat kan om de effectieve straf gaan. Het spreekt voor zich dat we daar minder over te vertellen hebben, want het gaat dan over de dader of daders zelf. Strafuitvoering betekent mijns inziens ook zorgen voor het te allen tijde inlichten van het meisje of ervoor zorgen dat zij op bepaalde punten inspraak heeft. Dat gaat dan bijvoorbeeld over: "Ik zou graag in Turnhout wonen en ik wil niet dat de dader in dezelfde straat woont." Of: "Ik zou graag op mijn socialemediaprofielen niet meer benaderd worden door mijn pooiers." Dat vind ik relevante vragen waarbij de rechten van de daders niet in het gedrang komen. Wij vullen dat ook in. Er is al een bijsturing gebeurd in de afgelopen vijf jaar dat wij onze opvang organiseren.

Sinds twee à drie jaar vullen wij vijf pagina's in voor de SURB, de strafuitvoeringsrechtbank, in. Daarin kan het meisje bepaalde keuzes kan aangeven. Dat gaat dan over vragen als 'Wilt u ingelicht worden?' of 'Wilt u opgeroepen worden voor de SURB?'. In de praktijk hebben wij echter geen enkel dossier gehad waarbij er gevolg werd gegeven aan de gekozen opties uit die ingevulde lijst. Geen enkel meisje uit onze opvang – ik hoop dat dit bij andere opvangcentra wel het geval is – werd via de advocaat opgeroepen om inspraak te hebben bij de SURB.

Ik kom nu bij de schadevergoeding. Ik durf boud te stellen dat deze een rechtstaat onwaardig is. Er zijn meisjes die in 2014 en 2015 veertien jaar oud waren op het ogenblik dat het vonnis werd uitgesproken. Met die rechterlijke uitspraak werden verschillende daders veroordeeld tot acht jaar effectieve gevangenisstraf met het verzwarende element van de minderjarigheid van de slachtoffers. Het is nu 2022 en we moeten elke keer opnieuw naar de rechtbank stappen om een weer een gerechtspsychiater aan te duiden. Wanneer de rechtbank dan een bepaalde gerechtspsychiater aanstelt, krijgen we overal en telkens opnieuw het volgende antwoord: "Mevrouw, ik zal niet onderzoeken onder rechtspleging". Dat zorgt ervoor dat we niet tot een schadevergoedingsmeting komen, waardoor we de rol niet kunnen vatten voor de burgerlijke belangen.

Toen ik mijn opvang startte, was ik nog gerustgesteld omdat de verjaring nog veraf was. Het is nu echter al 2022 en voor de dossiers van 2014 en 2015 begin ik te vrezen dat de tegenpartij zal aanvoeren dat de redelijke termijn overschreden is. Het is duidelijk dat dit niet kan. De meisjes in kwestie zijn intussen meerderjarig en wonen met onze hulp in kleine studio's. Zij moeten

hun basiskosten, die hun oorsprong vinden in het delict, met hun leefloon betalen. Enkele meisjes zijn resistent voor eerstelijns geneesmiddelen tegen seksuele herpes. Het tweedelijns geneesmiddel is een chronisch geneesmiddel dat 100 euro per maand kost. Het is onaanvaardbaar dat dit met een uitkering betaald moet worden. Sommige OCMW's komen hier wel in tussen, maar dat is een lokale bevoegdheid, waar ik ook zeer veel over te vertellen heb.

We zien meer en meer dat sommige daders – net omdat erop wordt ingezet dat zij een schadevergoeding moeten betalen – 100 euro per maand afbetalen via een derdenrekening. Wanneer een slachtoffer zich tot het OCMW wendt, vraagt die laatste – vooral in Antwerpen – steeds vanwaar dat geld komt, niettegenstaande de naam van de dader telkens in de overschrijving vermeld wordt, en dient het meisje de oorsprong van die middelen aan te tonen, terwijl een schadevergoeding vrijgesteld is. Dat is emotioneel erg zwaar, want dan dienen zij een vonnis, waarin vermeld staat dat zij slachtoffer zijn van kneveling, van vrijheidsberoving, van seksuele uitbuiting, van herhaaldelijke verkrachting, over te maken aan de OCMW-dienst om toch een uitkering te krijgen zonder aftrek van het bedrag van de schadevergoeding.

Er is daar dus ook werk aan de winkel. Het assessment van Payoke is een verbetering op het terrein, maar er is absoluut een *sense of urgency* voor de groep die niet het assessment van Payoke heeft en dus niet het statuut van mensenhandel heeft, maar die in onze rechtsstaat evenveel rechten verdient. Zij zouden dus met een tussenkomst van deze commissie hopelijk een schadevergoeding moeten kunnen krijgen.

Ik weet niet hoe daar een inhaalbeweging is. Ik merk dat er in het buitenland tabellen "seksueel genot" bestaan. Er zijn daar gerechtsseksuologen die de schade op vlak van het seksuele genot opmeten. Ik heb minderjarige slachtoffers waarvan de eerste seksuele beleving met geweld gebeurde, dus zonder voorspel of intimiteit. Ze hebben een lange weg af te leggen om terug vertrouwen te krijgen op dat gebied, want dat leidt tot blijvende schade.

Wij kennen dat systeem niet in België. Wij hebben geen tabellen rond seksueel genot. Wij meten dat ook niet. Vaak is de schadevergoeding een symbolisch bedrag, als er zelfs al een uitspraak komt. Men vecht eigenlijk tegen de bierkaai om dat te kunnen bewaren. Ik pleit dan ook voor voorschotten van de hulpkas seksueel geweld zodat de slachtoffers hun basiskosten bij een

polsbreuk of bij medische kosten of bij een psycholoog kunnen betalen. Ik denk immers dat iedereen het eens is dat er deze groep therapeutische omkadering nodig heeft. Empirische studies tonen ook aan dat er drie tot zes jaar herstel nodig is voor men weer normaliseert. Wij zien echter dat eens de slachtoffers 18 jaar worden – dus nog maar drie jaar na de gruwelijke feiten – ze alle kosten moeten betalen met hun uitkering. Na tien beurten verliezen ze ook hun tussenkomst.

We zien ook nog steeds dat er een gebrekkige communicatie is tussen het jeugdparket, de jeugdrechtbank en het parket. Die situatie is echt alarmerend, voorzitter en commissieleden. Ik kan daarvoor niet in de casuïstiek gaan of herkenbaar spreken, maar wij zien bijvoorbeeld dat een meisje door een verdwijningsmagistraat gevat wordt omdat ze is weggelopen uit haar voorziening. Daar wordt een dossier van bijgehouden. Ze wordt uit een hotel gehaald in een bepaalde stad, maar de informatie gaat naar de verdwijningsmagistraat van de plaats waar ze is weggelopen. Daarop vat de jeugdrechter een andere maatregel. Hij steekt haar niet terug in de voorziening, maar legt haar een time-out op of plaatst haar bij een tante. Zo komen we opnieuw in een ander gerechtelijk arrondissement terecht, en het meisje loopt weer weg. Daar wordt de lokale verdwijningsmagistraat gevat met de lokale jeugdbrigade en verdwijningspolitie. Het meisje wordt in een andere stad door dezelfde daders uit een hotel gehaald en de informatie ligt bij het lokale parket.

We hebben op dit moment mensenhandelspeurders die ik hier formeel wil bedanken. We werken samen met de mensenhandelspeurders van de Ridderstraat in Gent. Ik zou mijn kop niet kunnen draaien zonder hen. Zij doen wat ze moeten doen. Ze zijn beschikbaar en hebben affiniteit met de slachtoffers. Zij komen bij een startplaatsing in burger langs om een koffie te drinken en een babbeltje te slaan. Dat is cruciaal om vertrouwen op te bouwen voor de verhoren achteraf. Het is belangrijk om dat onbevangen te doen.

De mensen die ik op het terrein aantref, zijn absoluut zeer bekwaam. Het is daarom het des te pijnlijker om te zien dat zij soms twee maanden moeten wachten op een bedrijfs-gsm, terwijl 80 % van de mensenhandel zich op het internet afspeelt. We hebben dan bekwame mensenhandelspeurders, maar ze hebben zelfs geen toegang tot het internet of ze moeten hun privétoestel gebruiken. Dan ben ik beschaamd burger te zijn en vraag ik mij af waar de *sense of urgency* uit het regeerakkoord gebleven is. De

speurders weten bijvoorbeeld heel vaak om wie het gaat, maar er gaan weken tijd verloren omdat zij alle parketten en alle verdwijningsmagistraten moeten opbellen om de informatie te verzamelen om te bepalen of het over seksuele uitbuiting gaat. Dat kan niet!

In de maand mei was er een formele onderschepping door de wegpolitie tussen Bastenaken en Luik. Eind september lag het pas bij de bevoegde Vlaamse procureur mensenhandel. Ik denk dat we dan uitgepraat zijn. Hoe kan dat? Ik sta er elke keer van versteld. Het duurt in ons land blijkbaar vier maanden om via welke weg dan ook ergens te geraken.

ECPAT heeft ooit de vraag gesteld om de visie bij verdwijningsdossiers om te draaien. Een dwangmatige, minderjarige wegloper, ook wel een gewoontewegloper genoemd, zou moeten worden onderzocht door mensenhandelspeurders. Er zou een soort preventieve touch en screening moeten zijn. Dat voorstel werd echter afgewezen omdat men de noodzaak ervan niet inziet. Ik doe die bede opnieuw.

Er zijn dossiers op de jeugdrechtbank waarin ik inzage krijg dankzij het vertrouwen van het betrokken meisje. Die vraagt me dan of ik wil meegaan om het te lezen. Ik zie daarin dan namen van pooiers met daarbij de sepotstempel van het parket, omdat men dacht "aangetroffen bij mantspersoon X, geen familieantecedent, sepot".

Dan sta ik versteld op de griffie van de jeugdrechtbank: hoe is het kunnen gebeuren dat dit geseponeerd werd? Hoe is het kunnen gebeuren dat we dit slachtoffer niet hebben gezien? Dat we een *dark number* hebben, daar kan ik mee leven, dat zullen we altijd hebben. Ik sta evenwel te kijken van de institutionele *dark numbers*. We hadden immers de informatie, maar hebben die niet juist benut. We hadden alle informatie, maar ze zat te verspreid over alle openbare ministeries en bij verschillende bevoegde procureurs. Als het institutioneel bekend is, zal ik daarvoor blijven vechten.

Ik hoef niet ver terug te gaan in de tijd. Deze week nog heb ik aan een jeugdbrigade in Vlaanderen informatie van pv's doorgestuurd. We hadden een startplaatsing van ons meisje, tegelijk met een ander meisje. De naam staat elke keer in het pv. Ik wil niemand van u choqueren, maar die pv's gaan niet over een winkeldiefstal, die gaan over een verkrachting in Antwerpen door twee heerschappen. Het slachtoffer werd bont en blauw geslagen en nadien overgebracht naar het zorgcentrum seksueel geweld. Over het tweede

meisje, met naam en toenaam genoemd in het pv, heb ik de jeugdbrigade van de plaats in kwestie moeten inlichten. Ik heb dus enkel aan de jeugdbrigade, die onderdeel is van de politie, informatie van de politie doorgegeven, niets extra's, en de dag erop is de *sense of urgency* doorgedrongen, is de alarmbel afgegaan. Nu zit het dossier bij Child Focus en bij de Cel Vermiste Personen. Hoe kan dit? Hoe kan het dat dit niet automatisch bij de bevoegde procureur terecht kwam? Dat zijn vragen die geanalyseerd moeten worden – en voor mij als burger is dat waar een commissie voor dient – en die we zeker moeten verbeteren.

Ik heb nog enkele zaken genoteerd, want er zijn te veel elementen om allemaal op te noemen. Ik trek ook aan de alarmbel over de personeelscapaciteit op het terrein. Met hart en ziel zijn wij vijf jaar geleden begonnen met onze opvang. Tot vandaag zie ik nog altijd even bekwame jeugdbrigades en even bekwame prostitutieteams, echt mensen die hun pappenheimers kennen op de straat, maar ik zie daar almaar minder mensen en dat is alarmerend.

Ik volg dit, omdat ik elke dag opnieuw met hart en ziel de rechten van de meisjes probeer te vrijwaren. Ik weet dat er in België 40 federale speurders bijkomen voor mensenhandel en smokkel, maar ik wil er even op wijzen dat mijn groep bestaat uit minderjarige Vlaamse meisjes: zij vallen niet onder de bevoegdheid van de Belgische federale speurders. Ik heb te maken met lokale recherche-eenheden en ik stel ik vast dat een TAM-verhoor (Technisch Audiovisueel verhoor van Minderjarigen) bij noodgevallen van mensenhandel of seksuele uitbuiting op vraag van het parket soms pas na vier weken kan plaatshebben omdat de TAM-verhoorkamer al volgeboekt is. Hoe is dat nu mogelijk? Als er een tekort is, moeten we meer TAM-verhoorkamers hebben en ervoor zorgen dat er meer speurders zijn die de opleiding hebben gevolgd en die ook dringender handelen. We zijn, denk ik, allemaal doordrongen van de gruwel van dit misdrijf, maar het kan natuurlijk niet zijn dat de zaak om technische redenen vertraging oploopt.

Aansluitend op de commentaren over het leefloon van daarnet, namelijk dat men de basiskosten die oorzakelijk zijn aan het delict moet betalen, pleit ik er bij de FOD Sociale Zekerheid voor dat we het vervangend inkomen 'arbeid' ook op onze groep kunnen toepassen zodra de meisjes 18 jaar zijn, daarom niet voor het leven, maar minstens tijdelijk. Dat is ook een federale bevoegdheid. Het gaat hier absoluut niet over de hele groep. We proberen iedereen zo goed mogelijk naar school te loodsen,

weer een daginvulling te geven of naar de arbeidsmarkt toe te leiden, maar we moeten de zaken durven te benoemen: sommige slachtoffers zijn te getraumatiseerd, ze zijn bijvoorbeeld dissociatief binnen het psychiatrische spectrum. Bij hen kunnen we alleen maar hopen dat ze een menswaardig en zelfstandig leven tegemoetgaan, binnen dat vervangend inkomen.

Ook daar valt onze groep uit de boot. Je hebt immers een psychiater nodig, een lang geschiedenisparcours binnen het VAPH... Wat de handelingsbekwaamheid betreft, zien we dat onze meisjes soms heel laag ingeschaald worden. Juridisch zijn ze misschien 19, maar ten gevolge van het trauma hebben ze een handelingsleeftijd van 9 of 10 jaar. Toch krijgen ze geen VAPH-nummer, omdat er geen sprake is van een beperking vanuit een geboortehandicap, maar wel een beperking op geheugen en handelingsbekwaamheid door het trauma. Wat dat betreft, dring ik erop aan het beleid soepeler te maken. Een dubbelcheck volstaat, en niet 25 psychiaters, 20 kokers en evenveel overlegmomenten. Met het statuut 'slachtoffer mensenhandel' moet er in eer en geweten bekeken worden of ze in aanmerking komen voor die tegemoetkoming in plaats van het leefloon.

Ik wil u bedanken voor uw tijd en nodig u nogmaals uit in onze opvang. Ik kan het hier allemaal wel proberen verwoorden, maar mocht u onze meisjes ontmoeten, dan zou u horen hoe mondig ze zijn. Dat wordt namelijk onderschat: ze hebben trauma's opgelopen, maar ze zijn zeer assertief en mondig. Ze weten heel goed wat ze hebben meegemaakt. U bent dus allemaal van harte welkom om ook naar hen te komen luisteren. Bedankt.

Le président: Madame Van Nieuwenhove, je note votre proposition d'invitation que je soumettrai à la commission.

David Lowyck: Dank u wel, mijnheer de voorzitter. Dank u voor de uitnodiging, geachte commissieleden. Net zoals de twee andere sprekers draag ik het thema ook zeer hoog in het vaandel. Het is ook een thematiek waar Minor-Ndako al vele jaren werk en energie in steekt. Minor-Ndako is erkend door de Vlaamse Gemeenschap en ook door het Agentschap Opgroeien. We werken voornamelijk met niet-begeleide minderjarige vluchtelingen. Minor-Ndako werd twintig jaar geleden opgericht om een oplossing te bieden voor de vele minderjarige slachtoffers van mensenhandel destijds. Het is wat apart dat we twintig jaar later opnieuw een specifieke afdeling voor slachtoffers van

mensenhandel hebben opgericht. Daar kom ik zo meteen nog op terug.

In april hebben we een nieuwe afdeling, Meza, geopend. Die is specifiek gericht op niet-begeleide minderjarige vluchtelingen die potentieel slachtoffer van mensenhandel zijn. Ik leg de nadruk op het woord 'potentieel', aangezien men niet op het eerste zicht kan weten of men te maken heeft met een slachtoffer van mensenhandel. Dat vraagt tijd, werk en het opbouwen van een vertrouwensband. We hebben dus een opvangsetting geopend die rechtstreeks toegankelijk is voor politiediensten, parketten en jeugdmagistraten indien er indicaties van mensenhandel zijn. Een persoon moet dus niet al in de procedure voor mensenhandel zijn ingestapt, dat kan nog steeds op een later tijdstip. Het is belangrijk mee te geven dat we die eerstelijns hulp zeer direct en laagdrempelig willen organiseren.

Het gaat om een zeer kleine leefgroep met een capaciteit van zes personen. Men zou kunnen zeggen dat dat weinig is, maar we zijn blij met die zes plaatsen en die kleinschaligheid is goed, net omdat zulke specifieke aanpak nodig is. Zoals mevrouw Van Nieuwenhove ook al heeft aangetoond, gaat het om een doelgroep die de beste zorg verdient en daar ook nood aan heeft.

De oprichting van een opvangcentrum aan Vlaamse zijde voor minderjarigen die slachtoffer zijn van mensenhandel was ook een van de aanbevelingen van Myria in 2018. Het is misschien goed nieuws om te zien dat men met een aantal aanbevelingen aan de slag is gegaan en dat we van de Vlaamse regering de mogelijkheid hebben gekregen om dat opvangcentrum te openen.

Voor ons – en deze boodschap willen we zeer graag meegeven aan de commissieleden – valt of staat de aanpak van mensenhandel met de zorg voor de slachtoffers. Hoe beter men slachtoffers kan beschermen, hoe beter men de strijd tegen mensenhandel kan voeren. Wij vinden het zeer belangrijk dat de meisjes die aan ons werden toevertrouwd, weer vertrouwen in zichzelf kunnen krijgen en in de mensen om zich heen. Ik denk dat dit laatste ontzettend belangrijk is, want we hebben in de eerste plaats te maken met minderjarigen wier vertrouwen op de meest grove manier werd beschadigd door volwassenen. Het is belangrijk dat ze kunnen werken aan herstel en werken aan vertrouwen. Men moet hun de kans geven om hun leven terug op de rails te krijgen en toe te kunnen werken naar een toekomst in België of elders, waarin zij zelf weer de controle over hun eigen leven krijgen. Mevrouw Van Nieuwenhove heeft duidelijk aangegeven hoe groot de impact van

zulke gruwelijke feiten is op slachtoffers. Wij vinden dat de minderjarige slachtoffers van mensenhandel een enorm precaire groep zijn binnen de zeer grote groep van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen of niet-begeleide minderjarige vluchtelingen. Ik denk dat dit vandaag zeker een aandachtspunt is aangezien de instroom van die groep hoog is. Een opvangcrisis tiert welig in Brussel, waardoor het momenteel bijzonder moeilijk werken is.

We hebben werk gemaakt van die gespecialiseerde aanpak. Ondanks dat Minor-Ndako daar al jaren mee werkte, stelden we vast dat veel van de minderjarigen die terecht kwamen in een open, onbeveiligde en niet-gespecialiseerde opvang eigenlijk verdwenen nog voor er effectieve hulp kon worden geboden. Verdwijning wordt absoluut gestimuleerd door de connectie met en de angst voor het milieu waaruit ze komen, zowel het milieunetwerk in België als het netwerk in het herkomstland. Het weglopen en het veelvuldig verdwijnen is zeker niet een actieve beslissing of daad van de minderjarige zelf, maar er zit een netwerk achter dat dat zeer hard stimuleert, dat de minderjarigen chanteert en zo bang maakt dat weglopen uit de opvang voor hen op dat moment de enige mogelijke oplossing lijkt.

Die extra aandacht die wij proberen te bieden door middel van die kleinschaligheid is essentieel om mentaal en fysiek tot rust te komen en om die angst door vertrouwen te vervangen. Dat is een cruciale opdracht voor Minor-Ndako. Zoals ik al zei werden tijdens de beginjaren van Minor-Ndako slachtoffers van mensenhandel nog opgevangen in onze gewone leefgroepen. Na verloop van tijd zijn we tot de vaststelling gekomen dat het schier onmogelijk en bijna onverantwoord werd om minderjarigen op te vangen en te begeleiden in ons gewone, open verblijfsaanbod.

Zoals mevrouw Detheux al zei, werd Minor-Ndako vaak in één adem vernoemd met Esperanto in Wallonië. Esperanto werkt op een beveiligd adres in een semigesloten setting op een gespecialiseerde manier. Minor-Ndako werkte al die tijd op een erg generalistische manier voor zoveel mogelijk niet-begeleide minderjarigen. Een aantal redenen waarom we uiteindelijk zelf richting de beleidsmakers zijn gestapt en hebben gezegd dat een andere aanpak nodig was, is eigenlijk omdat we de voorbije jaren erg hard hebben moeten investeren in een soort openheid die voor zeer veel jongeren – misschien wel 99 % van de jongeren die we opvangen – ook nodig is. Het gaat dan over basisdiensten als wifi, een eigen gsm, geconnecteerd zijn met de buitenwereld en de familie. We stelden echter vast dat, hoewel we de

beste intenties hadden, dit een van de risicofactoren en belemmerende factoren werd om slachtoffers van mensenhandel bij ons te houden.

De druppel voor ons was die keer dat een meisje dat door de politie uit een netwerk was geplukt, niet veel later de gsm van een andere jongere in het opvangcentrum leende en had gevraagd op welk adres ze verbleef, waarna ze twee uur later voor de deur werd ontvoerd. Uitgaan van opvang alleen is zeker niet voldoende.

We hebben in onze normale of gewone afdelingen hulpverlening die enorm gericht is op de buitenwereld en die een openheid in zich draagt. Beveiliging en geslotenheid is zeker niet iets dat men in de gewone jeugdhulp zal tegenkomen. De adressen en de locaties van onze leefgroepen over heel Vlaanderen zijn openbaar en staan op het internet. Dat is ook logisch, want jongeren nodigen vrienden uit en we willen dat goed kunnen stimuleren. Onze afdelingen bevinden zich vlakbij metrohaltes in Brussel. Dat is goed voor de bereikbaarheid, om naar school te gaan, voor hobby's, maar indien jongeren wegliepen, was het onmogelijk hen fysiek terug te halen, te benaderen of terug te vinden. Eens zulke jongeren op de metro stapten in het centrum van Brussel, was het onbegonnen werk om ze terug te vinden.

Onze huidige locatie is op een geheim adres in een landelijk dorp, waar we een zeer goede samenwerking hebben met de lokale politie, waardoor we bij de verdwijning van een minderjarige de mogelijkheid hebben om er zelf nog achteraan te gaan en de jongere op andere gedachten te brengen. De beslissing om uit Brussel of uit de grootstad te vertrekken was zeker nodig.

Een van de andere factoren die erg heeft meegespeeld, was de toegenomen complexiteit in de algemene doelgroep van niet-begeleide minderjarigen. Waar twintig jaar geleden veel jongeren eenzelfde soort kwetsbaarheid, eenzelfde soort hulpvraag hadden, vangen we vandaag jongeren met diverse trauma's op. Het gaat om jongeren die vaak zelf slachtoffer zijn van seksueel geweld, die ontzettend veel hebben meegemaakt en die een zeer hoge zorgnood hebben. Alleen maar jongeren met zeer grote zorgnoden concentreren ... Op het einde van de rit waren dat ook uitsluitend jongensgroepen, dus om daar dan één meisje bij te plaatsen dat slachtoffer was van mensenhandel was eigenlijk onverantwoord. Mevrouw Van Nieuwenhove zal beamen dat die meisjes zich veilig moeten kunnen voelen in een leefgroep met ook andere meisjes. We zagen dus dat de aanwezigheid van de

gewone doelgroep ook onrechtstreeks en onbedoeld een gevaar vormde voor de meisjes zelf.

Tot slot, en dat is niet onbelangrijk, is er ook het capaciteitsprobleem. Vanaf een bepaald moment – ik schat de voorbije tien jaar – zaten onze leefgroepen voor niet-begeleide minderjarigen constant vol of in overtal. Er was dus nooit plaats. Als er ergens een inval was gebeurd of er werd ergens een meisje aangetroffen, dan hadden wij helaas heel vaak geen plaats. Toen hebben we beslist dat we absoluut werk moeten maken van een opvang waarin we altijd een plaats kunnen garanderen voor een potentieel slachtoffer van mensenhandel.

Zoals mevrouw Detheux al uitlegde, is de omvorming van het jeugdsanctierecht in Vlaanderen voor Minor-Ndako een rechtstreekse aanleiding geweest om een beveiligd opvanghuis voor niet-begeleide minderjarigen op te zetten. Jongeren die in een verontrustende opvoedingssituatie verkeren, mogen niet langer opgevangen worden in de gesloten gemeenschapsinstellingen. Voorheen zagen we dat meisjes die slachtoffer waren van mensenhandel, soms toch beschouwd werden als meisjes in een verontrustende opvoedingssituatie en naar de gesloten opvang in de gesloten gemeenschapsinstellingen werden gestuurd.

Vandaag hebben we een aanbod 'veilig verblijf' openstaan. Daar hebben we op ingetekend en nu hebben we een aparte, gespecialiseerde afdeling kunnen opzetten. Wat misschien kenmerkend is voor die nieuwe afdeling, is dat ze beveiligd is. Dat moet ook: ze valt binnen het kader 'veilig verblijf'. Toch is ze niet 100 % gesloten. Dat is volgens mij niet wenselijk en ook niet haalbaar. We moeten altijd naar openheid toewerken.

De klemtoon in onze opvangstructuur ligt wel absoluut op veiligheid, en vooral op een veilig gevoel bieden aan de minderjarige. Ik denk dat het een misvatting is dat we minderjarigen moeten opsluiten. Het is vooral nodig om minderjarigen te beschermen tegen een netwerk dat hen probeert te recupereren, te ontvoeren, opnieuw in het netwerk probeert te krijgen.

De beveiliging is dus vooral beveiliging van de buitenwereld naar de binnenwereld toe. Meisjes kunnen bij ons wel naar buiten, er is een grote tuin, er is een heel mooie buitenruimte. De beveiliging zit 'm in de infrastructuur: er is camerabewaking, het is afgesloten van de buitenwereld, het is op een anoniem adres, het is niet vrij toegankelijk, er is ook geen vrij toegankelijk internet, er zijn geen gsm's in

huis en er is een heel sterke samenwerking met de lokale politie. Dat laatste is voor ons een heel belangrijke factor.

De beveiliging zit voor ons wellicht nog meer in de omkadering en de begeleiding. Het is een heel kleinschalige leefgroep, we bieden thuisonderwijs, doelgroepen worden niet gemixt, er is een grotere en gespecialiseerdere begeleiderscapaciteit aanwezig dan in andere afdelingen.

De afdeling is ook rechtstreeks toegankelijk voor kernpartners, en dit 24 uur op 24, 7 dagen op 7. We werken zonder wachtlijst en zullen dat altijd blijven doen. We willen een open plaats garanderen voor opname. Als er dus vandaag ergens in Vlaanderen een politiedienst een niet-begeleide minderjarige aantreft die potentiële slachtoffer is van mensenhandel, dan kan die bij ons aangemeld worden en zullen wij die opnemen. Er is geen enkel excuus om niet op te nemen of het werk niet aan te vatten.

Dat is ook een boodschap die ik aan de commissie wil meegeven: ondanks alle horrorverhalen dat er geen opvang beschikbaar is, garanderen wij zwart op wit dat er wel opvang is voor potentiële slachtoffers die worden aangetroffen, en dat blijven wij doen.

Tegelijkertijd is dat een van de grootste opdrachten waar wij vandaag voor staan. Het opvanghuis ligt op een discrete plaats en is anoniem, maar ons aanbod moet wel maximaal bekend zijn bij politiediensten, parketten, magistraten en voogden. Wij blijven erop inzetten dat aanbod bekender te maken. Iedereen die in aanraking komt met potentiële slachtoffers van mensenhandel binnen de groep van de niet-begeleide minderjarigen, zou moeten weten dat dit aanbod in Vlaanderen bestaat.

Voorts zetten wij ook in op een sterke juridische omkadering. Mevrouw Van Nieuwenhove heeft al omstandig gemotiveerd waarom dat nodig is. Een van onze medewerkers werkt eigenlijk bij PAG-ASA, maar is 100 % vrijgesteld om de juridische begeleiding van de minderjarigen te verzorgen.

Nog een goede praktijk is dat het Kinderrechtencommissariaat een maandcommissaris heeft aangesteld, die toezicht houdt op Meza en Minor-Ndako. Het gaat hier immers om een ingrijpende maatregel. Meisjes worden voor een stuk van hun vrijheid beroofd, ter bescherming van zichzelf. Daarop toezien en dat goed monitoren is absoluut een vereiste. Wij staan daar dan ook 100 % achter.

Veiligheid bieden aan minderjarige slachtoffers hangt voor ons ook sterk samen met een correcte kennis van juridische en administratieve zaken. Alles wat te maken heeft met niet-begeleide minderjarigen is sowieso al enorm complex. Als het over mensenhandel en potentiële slachtoffers van mensenhandel gaat, wordt het zo mogelijk nog complexer, en de complexiteit van de doelgroep haakt in feite in op de complexiteit van onze sector, en dat is zeker geen evidentie.

Juiste informatie en een juiste samenwerking met specialisten zorgen voor vertrouwen bij onze bewoners. Wij moeten echt doen wat we zeggen en zeggen wat we doen. Als er één iemand is die zijn woord moet nakomen ten aanzien van die meisjes, dan zijn wij het wel. Daarom zetten we in op een ontzettend goede samenwerking met politie, parket, Justitie, Dienst Vreemdelingenzaken, Dienst Voogdij, Fedasil en de drie gespecialiseerde centra voor slachtoffers van mensenhandel wat de juridische begeleiding en ondersteuning betreft.

Tot slot – enorm belangrijk voor ons – zijn wij fier op dit opvangaanbod en op het werk dat we er kunnen verrichten, maar het mag nooit gaan over de opvang alleen. Daarin treed ik ook mevrouw Van Nieuwenhove heel sterk bij. Enkel opvang, enkel begeleiding van de minderjarige slachtoffers kan en mag niet de bedoeling zijn. Het mag daar nooit stoppen. Er is een intensieve samenwerking met Justitie en politie nodig, en daar moet de focus liggen op het ontmantelen van de netwerken die minderjarigen uitbuiten en blijven uitbuiten.

Die netwerken vormen het grootste, het essentiële onderdeel van het probleem waarmee wij en de meisjes vandaag te maken hebben. Zonder verklaringen van de slachtoffers en zonder samenwerking met politie en parket is er weinig materiaal om onderzoeken in te stellen. In dat opzicht willen wij als opvang- en begeleidingspartner een heel sterke partner voor Justitie zijn en roepen we op om dat partnerschap verder vorm te geven. Een meisje opvangen is één zaak, maar het echte werk ligt in de tweede fase, in de samenwerking met Justitie.

Een van de aandachtspunten die we zien uit de ervaringen van de voorbije jaren, is dat het daderperspectief vaak nog domineert op het slachtofferperspectief als het minderjarigen betreft. We zien helaas nog te veel situaties waarin jongeren in potentiële gevallen van mensenhandel als dader worden beschouwd. Dan denken we aan jongeren die gedwongen ingezet worden bij inbraken of bij drugshandel. Heel vaak is er in dat soort situaties geen doorverwijzing naar de

gespecialiseerde diensten voor mensenhandel en blijft het bij een vaststelling van het misdrijf.

Boven op het feit dat iets enkel wordt gezien als een misdrijf, komt dan ook nog eens dat de misdrijven op zich te licht zijn om zwaar in te grijpen. Er wordt dus niet gedacht aan gesloten opvang of verdere gespecialiseerde omkadering; de jongeren mogen vaak aan de deur van het politiekantoor beschikken. Dat zijn enorm gemiste kansen als het gaat om het blootleggen van netwerken en het werken met en voor slachtoffers.

Zoals ik al zei, zijn we in april gestart met onze nieuwe afdeling. We hebben heel hard ingezet op het kenbaar maken van het aanbod bij al wie het moest weten, en we hebben vastgesteld dat desondanks de plaatsen lang bleven openstaan. Het aanbod is er dus wel, maar de plaatsen raken niet ingevuld. Voor ons is het heel moeilijk om er de vinger op te leggen wat er juist aan de hand is. Wij zijn er absoluut van overtuigd dat de slachtoffers in Vlaanderen, in België aanwezig zijn, maar mogelijk is er sprake van een stuk onderdetectie.

We zijn ons allemaal bewust van de problematiek van de minderjarige Nigeriaanse meisjes die een hele tijd geleden prominent onder de aandacht kwam. Tot vandaag hebben wij echter nog geen enkele vraag gekregen om zo'n meisje op te vangen, ondanks het feit dat het aanbod er is. Dat zijn dus zaken waarover wij ons vanuit het werkveld zorgen maken. Misschien heerst er door de huidige opvangcrisis de idee dat er nergens plaats is. Mensen denken dat het misschien een zinloze opdracht is om en plaats te zoeken voor niet-begeleide minderjarigen die mogelijk in beeld komen voor slachtofferschap van mensenhandel.

Een ander aandachtspunt is dat er grote verschillen zijn op het niveau van de jeugdrechters en parketten. Dat werd ook al aangehaald door mijn collega's. We zien heel verschillende praktijken. Soms vat het parket een jeugdrechter, maar soms ook niet. Het is voor ons ook niet altijd duidelijk wanneer er een jeugdrechter wordt aangesteld en wanneer niet. We zien eveneens verschillen tussen de jeugdrechters onderling. Sommige jeugdrechters gaan over tot verdere opvolging en andere jeugdrechters laten de jongeren beschikken als ze geïntercepteerd zijn. Wij willen ook daar vooral een partner zijn van jeugdrechters en hun een hand uitreiken. We willen hun laten weten dat de opvang er is en hen aansporen om erop een beroep te doen.

Wat er ook specifiek is bij de niet-begeleide minderjarige vluchtelingen, is dat het jeugdparquet

aan zet is. Jeugdparketten moeten vandaag zoveel thema's opvolgen. Mensenhandel is dus slechts een klein deel van deze opdracht. Een apart team of een aparte referentiepersoon bij elk jeugdparquet zou een goede aanbeveling kunnen zijn om mee te nemen in deze commissie.

Mevrouw Van Nieuwenhove had het ook over de verdeling van een dossier over verschillende parketten. Dat zien wij ook bij de niet-begeleide minderjarigen. De woonplaats van de voogd bepaalt in eerste instantie welk parket bevoegd is. Als u bijvoorbeeld voogd bent van een niet-begeleide minderjarige en u woont in Brugge, dan is het parket van Brugge bevoegd. De feiten waarvan de jongere slachtoffer is, kunnen echter evengoed in Antwerpen, Brussel of in een andere provincie gepleegd zijn. Dat is dus een heel complicerende factor om snel en daadkrachtig op te treden.

Een laatste aandachtspunt is iets wat mevrouw Detheux ook heeft aangehaald, namelijk het concept van de vrijwilligheid binnen de hulpverlening. Wij pleiten allemaal voor zoveel mogelijk vrijwilligheid in hulpverlening. Er is niemand die uitgaat van dwang. Er moet wel een diepgaander debat gevoerd worden als het gaat over jongeren van wie men weet dat ze in een precaire of gevaarlijke situatie verkeren. Dan is deze vrijwilligheid misschien niet altijd het juiste criterium om te volgen.

Jongeren laten gaan omdat ze zeggen dat ze geen opvang nodig hebben, is zeker niet altijd het wenselijke antwoord in hun eigen belang. Ik kan daarin mevrouw Van Nieuwenhoven ook bijtreden. Op dat moment is er immers niemand die de jongere daadkrachtig vertegenwoordigt. Er is geen ouder of een voogd voor onze sector die mee kan beslissen. Het is niet altijd opportuun om een 12- of 14-jarige zelf te laten beslissen of die in een opvang wil stappen of niet. Het is een veelzijdig debat, maar het moet wel gevoerd worden om na te gaan hoe we daarmee als samenleving willen omgaan.

De beveiliging van jongeren gebeurt in de ideale omstandigheden op vraag van de jongere zelf. Ik denk dat we er allemaal van uitgaan dat dat het beste is. Het is echter niet altijd de juiste insteek om dat als uitgangspunt te nemen. We moeten soms de tijd nemen om met minderjarigen te werken aan het vertrouwen en hun de kans geven om hun minstens de zorg en de opvang te laten ervaren die ze kunnen krijgen. Het aanbieden en overbrengen van minderjarige slachtoffers naar opvang is zeker iets wat meer zou moeten gebeuren.

Tot slot zien wij een enorm risico in de huidige opvangcrisis. Ik denk dat het niet-adequaate opvangen van minderjarigen, of het nu gaat over slachtoffers van mensenhandel of niet, heel het beschermingssysteem op de helling zet. België heeft de afgelopen jaren enorm geïnvesteerd in bescherming voor niet-begeleide minderjarigen. Er zijn heel wat systemen die in België wel op punt staan, denk bijvoorbeeld aan voogdij, zeer goede opvang, de samenwerking met de gemeenschappen op het vlak van jeugdhulp. Wat we vandaag echter zien, zet heel dat systeem op de helling.

Jongeren kunnen het slachtoffer zijn van mensenhandel zonder dat we dat op het eerste gezicht zien. Zoals ik al zei, is de detectie daarvan specialistenwerk. Het zijn vaak observaties binnen de opvang die indicaties geven dat de minderjarige slachtoffer is. Het uitbouwen van een vertrouwensband tussen een jongere en een hulpverlener is volgens ons de belangrijkste factor in de bescherming van minderjarigen. Het weigeren van opvang aan minderjarigen is vandaag in dat opzicht niet anders dan schandelijk te noemen. We riskeren hen eigenlijk over te leveren aan netwerken en mensen met minder goede bedoelingen. Ik denk dat het voor een mensenhandelaar vandaag niet moeilijk is om jongeren te vinden, te rekruteren en terug in het netwerk op te nemen.

Naast het feit dat we geen opvang bieden en we ons beschermingssysteem een stuk op de helling zetten, sturen we met z'n allen het signaal dat alles volzet is de wereld in. We zeggen dat hen toeleiden naar opvang zinloos of onhaalbaar is. Dat is mijn grootste bezorgdheid. We moeten vanuit de opvang te allen tijde erop inzetten om een betrouwbare en standvastige partner te zijn voor politiediensten, parketten, magistraten en actoren die in de eerste lijn in contact komen met minderjarige slachtoffers.

Om succesvol te zijn en te blijven in de strijd tegen mensenhandel, zouden jongeren beter een keer te veel opgevangen worden dan een keer te weinig. Ze zouden beter een keer te veel aangemeld worden voor gespecialiseerde opvang dan een keer te weinig, maar deze ruimte is er vandaag helaas niet. Ik vraag dus om dat stuk vanuit de invalshoek van mensenhandel te bekijken en eraan verder te werken.

Le président: C'est moi qui vous remercie. Comme de coutume, je vais passer la parole à mes collègues, qui vont toutes et tous, les uns après les autres, vous poser des questions à tous les trois.

Puis, il y aura un deuxième tour de parole, où vous répondrez globalement aux questions qui vous ont été adressées. Je vais procéder, comme le veut la tradition, dans l'ordre des groupes. Puisque je vois sa main levée, je vais commencer par mon collègue, monsieur Vajda. Vous avez la parole.

Olivier Vajda (Ecolo-Groen): Merci, monsieur le président. Mesdames, monsieur, un tout grand merci. Permettez-moi de m'associer aux regrets qui ont été émis par M. le président en début de séance du petit nombre que nous sommes pour vous entendre.

Vous arrivez dans le fond du débat, avec un sujet particulièrement lourd. Vous nous avez exposé les difficultés, dans le cadre de la traite des êtres humains, d'une frange de la population qui est particulièrement précaire ou précarisée. Nous avons déjà étudié, dans le cadre de la traite des êtres humains, les difficultés particulières concernant les femmes, victimes notamment d'exploitation sexuelle. Nous avons déjà envisagé également les difficultés rencontrées par les personnes d'origine étrangère et vous venez aujourd'hui pour nous parler des mineurs, entre autres. Vous parlez également de personnes précaires à plusieurs niveaux – puisqu'elles sont à la fois mineures, étrangères et de sexe féminin – et qui "cumulent les difficultés". Je vous remercie d'être là aujourd'hui et d'avoir pris le temps de nous exposer les faits. Je vous remercie encore davantage pour votre action dans des dossiers particulièrement lourds pour vous, vos collaborateurs et toutes les personnes qui vous accompagnent et pour qui cela doit sans doute être difficile quotidiennement ne serait-ce que d'un point de vue émotionnel. Malgré cela, lorsque je vous entends, plus que des plaintes ou des demandes, je constate une réelle volonté de poursuivre votre action, d'avancer et d'apporter des solutions pour être plus efficaces. Pour ça aussi, je vous remercie.

Je vais simplement vous poser quelques questions. Elles seront un peu orientées, donc je me permets de me présenter brièvement pour que vous compreniez pourquoi mes questions sont orientées de la sorte.

Je suis avocat. J'ai été président d'un bureau d'aide juridique et j'ai également pratiqué, dans une moindre mesure, le droit des étrangers. Cette parenthèse pour vous dire là où je possède une expertise et là où je connais beaucoup moins la situation de certains acteurs sur le terrain. Je vais poser mes questions aux trois intervenants, certaines pour Mme Detheux et d'autres qui peuvent être considérées comme communes à

M. Lowyck et à Mme Van Nieuwenhove.

Je vais commencer par madame Detheux. La procédure du droit de la jeunesse, j'ai eu le plaisir ou la difficulté de la pratiquer un petit peu. Je la connais donc un peu. Je vais peut-être orienter mes questions en ce qui concerne principalement les mineurs d'origine étrangère puisqu'il s'agit là d'un domaine que j'avoue ne pas connaître du tout.

Au niveau du tribunal de la jeunesse, une question générale: quelle est, au niveau de votre tribunal – et peut-être si vous connaissez les statistiques au niveau de l'ensemble des tribunaux de la jeunesse – la proportion des dossiers de jeunesse qui concernent des mineurs étrangers, accompagnés ou non? Y a-t-il une différence entre les arrondissements? Une formation spécifique est-elle prévue en la matière? J'ai entendu qu'il y avait des magistrats du parquet dédiés. Y a-t-il une formation particulière et spécifique des juges de la jeunesse, notamment dans les petits arrondissements?

Quels types de dossiers spécifiques connaissez-vous en jeunesse concernant les mineurs étrangers? Les dossiers ont-ils un caractère principalement pénal et concernent les victimes de la traite des êtres humains? Cela englobe les mineurs en tant qu'auteurs présumés – je sais que le terme est souvent mal choisi en ce qui concerne les mineurs, qui sont souvent à la fois victimes et parfois suspectés d'être auteurs. Quelle est la proportion? Question importante: estimez-vous que les moyens d'action des juges de la jeunesse sont suffisants en la matière? Lorsqu'un jeune d'origine étrangère doit être entendu, rencontrez-vous des difficultés particulières – qu'il s'agisse de problèmes concrets tels que des difficultés de traduction ou de problèmes d'ordre psychologique ou culturel – pour pouvoir entendre ces mineurs dans de bonnes conditions?

Madame Van Nieuwenhove, vous avez parlé de différents problèmes et je pense que vous avez épargné nos oreilles dans les difficultés que rencontrent les jeunes filles qui se retrouvent dans vos centres.

Vous nous avez parlé de deux problèmes particuliers qui ont attiré mon attention. Le premier concerne les obligations bancaires. Vous nous avez parlé de ces jeunes qui reçoivent dans le cadre d'une indemnisation de l'argent sur un compte bloqué, dont apparemment ni les mineurs, ni vous en tant qu'institution qui venez en aide n'êtes informés. Ces comptes soit restent en pure perte, soit – au pire, comme vous nous l'avez dit – génèrent des frais qui sont supérieurs à la somme

versée.

Le second concerne le suivi des dossiers, notamment au niveau du tribunal d'application des peines. Vous nous avez dit – cela me laisse pantois – qu'il existe un formulaire proposé à la victime pour pouvoir assurer un suivi de ses demandes devant le tribunal d'application des peines mais que ce formulaire – quand il est rempli – n'est suivi d'aucun effet. C'est assez édifiant.

Vous avez également parlé de l'aide psychologique qui est quasiment nulle, hormis ce que vous offrez bien entendu au sein de votre institution, et des grosses difficultés de vérification et d'urgence des dossiers, de communication des magistrats avec les services de police et entre services de police.

Les questions que je vous pose – à monsieur Lowyck aussi, bien entendu – avez-vous des liens spécifiques avec les tribunaux de la jeunesse – puisque nous avons une magistrate de la jeunesse présente? Que peut-on améliorer dans ce cadre?

Une autre question importante – je vous l'ai dit, j'étais président d'un bureau d'aide juridique –, je suis très étonné quand vous nous dites qu'il y a des difficultés pour obtenir l'accompagnement d'un avocat lorsque des mineurs sont entendus. Si je n'ai pas bien compris, vous rectifierez. Je suis étonné car normalement, dès qu'un mineur est concerné par un dossier pénal ou judiciaire en général, il peut et il doit y avoir – en tout cas lorsqu'il est présumé auteur – désignation d'un avocat. Je ne comprends donc pas comment cette désignation n'intervient pas.

Si elle intervient, est-ce dans de bonnes conditions, avec des avocats qui sont suffisamment motivés pour suivre le dossier qui leur est confié et assurer un suivi – peut-être pas permanent, mais important – des jeunes que vous aidez et hébergez? J'aurais aimé que vous précisiez les rapports que vous pouviez avoir avec notamment les bureaux d'aide juridique.

Une question à madame Detheux sur les problèmes de liens, de contact entre les différentes institutions – vous avez parlé d'Anvers – et le monde judiciaire. Avez-vous le sentiment de rencontrer les mêmes difficultés au niveau des tribunaux de Bruxelles ou de Wallonie?

Peut-être est-ce très différent selon les territoires, entre villes et communes rurales ou selon les régions, peu importe. Avez-vous le même

sentiment d'un manque de collaboration et de communication entre les services d'aide et les services judiciaires?

Une question plus générale pour mon information personnelle: comment les mineurs que vous aidez arrivent chez vous? Est-ce par la voie judiciaire, est-ce qu'on vous délègue ou désigne de manière judiciaire ou administrative pour venir en aide à ces jeunes? Est-ce sur base d'une autre connaissance qu'aurait le mineur de votre institution ou de rapports que vous entretenez avec d'autres associations? Y a-t-il de ce côté des améliorations que vous attendez?

J'ai entendu M. Lowyck dire que c'est une petite institution qui a une capacité d'accueil de six mineurs, je me doute que votre institution est vite remplie et que vous ne manquez pas de travail. Souhaitez-vous parler d'une amélioration possible à cet égard?

Une dernière question collégiale: voyez-vous, dans les compétences que nous avons – nous, commission au sein du Parlement, dans nos relations avec le gouvernement ou interfédérales puisque la Belgique est ce qu'elle est – et dans les recommandations que nous pourrions formuler, une, deux ou trois priorités que vous souhaiteriez voir aboutir?

Un tout grand merci pour votre présence et votre action sur le terrain. Je cède la parole à ma collègue Mme Platteau.

Eva Platteau (Ecolo-Groen): Bedankt, geachte sprekers. Ik wil mij vooreerst verontschuldigen dat ik niet aanwezig was vanaf het begin. Het lukte mij praktisch niet om vandaag op tijd te komen. Ik zal het verslag echter zeker grondig nalezen. Ik heb alleszins een deel van uw presentatie gehoord, mevrouw Van Nieuwenhove, en ik heb daarbij ook een aantal zaken genoteerd. Ik zal echter niet zo uitgebreid zijn als mijn collega.

Een van de zaken die ik genoteerd heb, betreft de schadevergoeding seksueel genot. We kunnen daarmee echt aan de slag gaan in het Parlement. U hebt ook gewezen op de gebrekkige communicatie tussen de verschillende actoren bij Justitie. Mijns inziens kunnen we vanuit onze commissie daar aandacht voor vragen, want dat moet absoluut beter, net zoals dat gebeurt vanuit de commissie voor Justitie.

Ook al is het bekend dat er een aanzienlijk dark number aan seksuele misdrijven bestaat, opvallend is wel dat u het had over een institutioneel dark number. Dat maakt het extra

pijnlijk. Het mag niet dat dossiers geseponeerd worden, terwijl de informatie en het bewijsmateriaal wel beschikbaar is bij verschillende procureurs. We moeten op dat vlak echt wel stappen vooruit zetten.

U hebt ons ook uitgenodigd om op bezoek te komen. Ik ga graag op die uitnodiging in, want het lijkt me interessant om met slachtoffers te praten. We kunnen misschien met de commissie ook een aantal plaatsbezoeken inplannen.

Ik heb nog een vraag voor u. U hebt heel veel gesproken over de slachtoffers, want dat is de doelgroep waarmee u werkt. Doorheen de sessie die we al hebben gehad, vraag ik mij echter af wie eigenlijk de daders zijn. Wat is het profiel van de daders en wat drijft hen? Hoe worden zij eigenlijk gestraft, als dat al gebeurt? Hoe komen ze op de radar van de politie en het parket? Welke opvolging wordt daaraan gegeven? Het kan immers niet de bedoeling zijn dat de daders gewoon opnieuw slachtoffers maken.

Ik krijg de indruk uit de verschillende uiteenzettingen en getuigenissen dat het al moeilijk is om slachtoffers te begeleiden. Wat gebeurt er echter met de opvolging van de daders? Misschien kunt u daarover iets vertellen en vertellen hoe er minder mensen in de netwerken kunnen belanden en meewerken aan de vreselijke misdrijven waarover u sprak.

Mijnheer Lowyck, u had het over de netwerken en over verdwijningen in de netwerken. Ik heb dan ook een gelijkaardige vraag voor u. Wat is uw zicht op de netwerken? Wat voor mensen zitten daarin? Gaat dat over georganiseerde criminaliteit? Op welke manier komen die netwerken eigenlijk tot stand?

Ik hoorde u zeggen dat het soms een tijd duurt vooraleer minderjarige slachtoffers in de opvang zichzelf identificeren als slachtoffer. Ik veronderstel dat er immers vaak sprake is van familiebanden of van een afhankelijkheidsrelatie ten aanzien van de dader. Hoe verloopt dat proces precies, voordat slachtoffers zich kunnen identificeren als slachtoffer en ze afstand kunnen nemen van het netwerk? Wat is daarvoor nodig? Wat hebben zij nodig? Hoe kunnen wij hen ondersteunen om dat te kunnen doen?

U zei dat u voornamelijk meisjes opvangt. Ook mevrouw Van Nieuwenhove sprak over meisjes. Hebt u er enig zicht op in hoeverre ook jongens slachtoffer worden van seksuele uitbuiting? Bij bijvoorbeeld de Afghaanse minderjarige vluchtelingen was er immers sprake van seksuele uitbuiting, hoorden we. Zij moeten zich prostitueren

om hun smokkelschulden af te lossen. Misschien moeten we dus ook voor die doelgroep aandacht hebben.

In dat verband vroeg ik me ook af of we misschien meer informatie moeten geven in de landen van herkomst. Hebt u daar ideeën over? Kan daar werk van worden gemaakt? Slachtoffers worden hierheen gelokt onder valse voorwendselen en worden dan uitgebuit. Is er een manier om die informatie bij die doelgroepen ter plaatse te krijgen?

U sprak ook over gedwongen criminaliteit, een onderwerp dat ook in eerdere sessies al ter sprake kwam. Slachtoffers van mensenhandel worden dan betrapt bij een diefstal of bij andere kleine criminaliteit. Zij worden daartoe gedwongen, maar justitie en politiediensten leggen nog veel te weinig de link dat er sprake zou kunnen zijn van gedwongen criminaliteit. We moeten ons er nader over bezinnen hoe we dat probleem kunnen aanpakken.

U vermeldde de grote verschillen in aanpak tussen parketten of jeugdrechters. Dat is zeker een punt dat ik meeneem.

Tot slot, wat de opvangcrisis betreft, ik volg ook Asiel en Migratie en wat ik al in verschillende sessies heb vermeld, is dat, terwijl we in de bijzondere commissie Mensenhandel ons buigen over het lot van de slachtoffers van mensenhandel, we moeten vaststellen dat door het beleid van de regering op het moment veel minderjarige asielzoekers de toegang tot het opvangnetwerk wordt geweigerd en net daardoor slachtoffer worden. Ik ben het absoluut met u eens dat dat een schandalige praktijk is. De eerste maatregel inzake preventie lijkt me te moeten zijn dat we hun opvang moeten kunnen bieden.

Er wordt nu eerst een leeftijdstest opgelegd alvorens men toegang krijgt tot opvang, terwijl we weten dat door die maatregel zeer veel minderjarigen op straat belanden. We moeten onze regering blijven oproepen om dringend ervoor te zorgen dat iedereen, ook meerderjarigen, recht krijgen op opvang. Ik wil u bedanken dat u die boodschap in onze commissie nog eens hebt meegegeven.

Emmanuel Burton (MR): Monsieur le président, merci à chacune et chacun pour ces exposés très intéressants bien que parfois très techniques – je ne suis pas avocat.

Les deux députés qui m'ont précédé m'ont déjà soufflé quelques questions.

J'en viens à ce qui me chiffonne toutefois, à savoir la différence de traitement entre arrondissements. Dans quelle mesure ces différences de traitement peuvent-elles avoir des conséquences sur l'issue d'une procédure? Y a-t-il une réelle différence entre les villes et la campagne? Les problèmes transcendent toutes les régions du pays, mais dans quelle mesure y a-t-il une différence d'approche à ce niveau?

J'avais aussi trois autres questions relatives à l'exploitation sexuelle des personnes mineures.

Premièrement, il y a le phénomène que l'on connaît aujourd'hui – et dont nous sommes parfois nous-mêmes victimes – des réseaux sociaux: TikTok, Snapchat et autres. Dans quelle mesure ces plates-formes sont-elles inquiétantes dans votre constat? Voit-on une évolution dans la criminalité, dans la traite des êtres humains par rapport à ces réseaux sociaux?

Deuxièmement, l'accord de gouvernement accorde une attention particulière à la détection des victimes - plus spécialement au sort des victimes mineures. Selon vous, quels sont les nouveaux moyens qu'il conviendrait de pérenniser activement et rapidement?

Troisièmement, bien que la poursuite des exploitants se fonde de manière générale sur les articles 433 du Code pénal – si je suis bien informé –, M. Clesse, auditeur du travail, met l'accent sur le fait qu'il serait intéressant d'adjoindre à cette incrimination d'autres qui soit la renforcent, soit pallient un éventuel acquittement. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet et quelles sont les pistes d'amélioration que vous préconisez? Je vous remercie.

Ben Segers (Vooruit): Aansluitend op uw introductie wil ik zeggen dat de afwezigen vandaag zeker ongelijk hebben. Ik vond het één van de meest interessante sessies die we al gehad hebben. Hartelijk dank daarvoor. Ik heb ook het grootste respect voor jullie engagement en het doet me veel deugd om te zien dat er mensen zoals jullie zijn die hier in dit heel belangrijke domein elke dag voor strijden. Ik ga dan ook in op elk aanbod voor een bezoek. Dat spreekt voor zich.

Ik zal mijn belangrijkste vraag als eerste stellen. Ze sluit ook aan bij wat mevrouw Van Nieuwenhove vertelde. Minderjarige slachtoffers van seksuele misdrijven zijn vandaag de meest kwetsbare partij in ons rechtssysteem, zeker minderjarigen die al in een traject van gerechtelijke hulp zitten en vaak geen of onbeschikbare ouders hebben. Zoals u zei,

hebben zij geen ouders die hun hand kunnen opsteken op het juiste ogenblik.

Omdat deze minderjarigen al op de radar staan van de jeugdrechtsbank, zou men kunnen verwachten dat de jeugdrechtsbank dan ook ingelicht wordt over correctionele beslissingen en strafonderzoeken die het minderjarige slachtoffer betreffen. Dat blijkt echter niet altijd het geval te zijn, zeker wanneer de bevoegde jeugdrechter zich in een ander gerechtelijk arrondissement bevindt dan het gewone parket. Dan durft de informatie-uitwisseling al eens mis te lopen.

Ik heb daarover ook al enkele parlementaire vragen gesteld, dus ik heb ondertussen al een beetje begrepen hoe de informatie-uitwisseling gebeurt. Voor zover ik begrijp is er op dit moment geen verplichting voor het bevoegde parket om de jeugdrechter in te lichten wanneer een minderjarige die onder toezicht staat van de jeugdrechter slachtoffer is van een seksueel misdrijf of een misdrijf tegen de persoon. Ik vraag me ook af of het nodig zou zijn om iets dergelijks in te voeren.

Op dit ogenblik blijft men vaak gewoon vertrouwen op de tegenwoordigheid van geest van een parketmagistraat om eraan te denken om de jeugdrechter te verwittigen of op de jeugdrechter die het zelf wel zal vragen als hij denkt iets nodig te hebben. De wetgever moet daar misschien iets aan doen, zeker als het gaat om een minderjarig slachtoffer met ouders die hij of zij misschien al jaren niet meer heeft gezien. Men vertrouwt dan immers bijna op het toeval of op het eigen initiatief van het slachtoffer of de voorziening waar de jongere verblijft om te weten wanneer de zaak zal voorkomen. Men hoopt er dan op dat een rechter of een parketmagistraat spontaan onraad ruikt als er in het dossier of de dagvaarding sprake is van een minderjarig slachtoffer dat zich geen burgerlijke partij stelt op de zitting.

Hebt u nog voorbeelden om dat te illustreren, mevrouw Detheux? Bent u het eens met die analyse? Wat zouden we daaraan kunnen doen? Zou het een goed idee kunnen zijn om een verplichting in te voeren? Zijn er varianten? Het probleem lijkt mij duidelijk; nu is het een kwestie van het juiste doen om daaraan tegemoet te komen.

De piste van de referentiemagistraat is in de commissie Mensenhandel al verschillende keren aan bod gekomen. Onder anderen Patrick Bourgeois van de FGP pleitte er al voor. Nu hoor ik de piste weer vermelden. Dat idee zouden we absoluut in de aanbevelingen moeten opnemen. Ik ben dan natuurlijk heel benieuwd of dat ook voor

mevrouw Detheux een verschil zou maken. Lijkt het u een goed idee, mevrouw Detheux?

Wat Meza betreft, vroeg ik me het volgende af. In Franstalig België is er Esperanto, die we hier ook gehoord hebben. Is het institutionele landschap wat u betreft nu compleet? Bij Meza zijn er zes plaatsen voor niet-begeleide minderjarige meisjes. Ik meen al begrepen te hebben dat u in geval van nood openstaat voor meer en ook voor andere profielen. Kunt u misschien schetsen waaraan het nog ontbreekt in ons institutionele landschap, onder meer aan Vlaamse kant? De Afghaanse jongens bijvoorbeeld die al ter sprake kwamen, zijn dan wellicht welkom bij jullie, maar mij lijkt het dan dat er toch nog een stukje van de puzzel ontbreekt.

Wat de hele kwestie van de seksuele uitbuiting van de Afghaanse niet-begeleide minderjarigen betreft, vraag ik me af hoe we kunnen zorgen voor een centralere dossierbehandeling. Er is de hele kwestie van de bevoegdheid, die wordt bepaald op basis van de woonplaats van de voogd. Wat kunnen wij daaraan doen? Eerder stelde ik al parlementaire vragen over het bestaande systeem van gespecialiseerde voogden binnen de Dienst Voogdij, met een pool van voogden. Wat is uw ervaring met die pool? Zorgt die al voor een zekere centralisering? Zelfs binnen die pool is er onvermijdelijk sprake van verschillende woonplaatsen. De centralisering zal dus zeker niet compleet zijn. Wat kunnen we doen om aan dat probleem tegemoet te komen?

Mijnheer Lowyck, u vertelde dat er tot nog toe weinig slachtoffers aangemeld worden bij Meza. Dan ben ik natuurlijk wel benieuwd hoe dat komt. Uiteraard bent u een nieuwe speler, maar weet u of dat probleem bijvoorbeeld ook bij Esperanto speelt? Welke lessen kunnen daaruit getrokken worden?

Heel verontrustend is zeker dat zelfs minderjarige Nigeriaanse meisjes niet aangemeld raken. Dat kan ik heel moeilijk begrijpen, zeker als ik dan, eerder in deze commissie, de verhalen hoor van bijvoorbeeld de FGP Brussel. Hoe komt het dan toch dat die link niet wordt gelegd? Kent men u nog onvoldoende of wacht men te lang? Volgens mij begon u uw betoog met de mededeling dat u een aanbod hebt vanaf het ogenblik dat er indicaties zijn. Zou het kunnen dat men te lang wacht, dat men echt zeker wil zijn dat er sprake is van slachtoffers van mensenhandel? Zorgt dat er misschien voor dat men niet voldoende bij u raakt?

Mevrouw Detheux, aan u is dan mijn vraag hoe we ervoor kunnen zorgen dat alle actoren binnen het

justitiële veld goed op de hoogte zijn. Hoe kunnen we ervoor zorgen dat de aanmeldingen bij Meza vlotter verlopen?

Over kosteloze rechtsbijstand, of juridische omkadering in het algemeen, stelde collega Vajda al uitstekende, scherpe vragen, die ik niet zal herhalen. Dank u wel daarvoor. Mevrouw Van Nieuwenhove, zijn er u voorbeelden bekend van minderjarige slachtoffers die op het ogenblik dat ze meerderjarig worden en dus niet meer onder de kosteloze rechtsbijstand vallen, foert zeggen tegen de hele procedure omdat ze de kosten niet kunnen opbrengen of, als ze nog bij hun ouders wonen, omdat bijvoorbeeld de vader beslist om niet door te gaan met de procedure? Het zou heel goed zijn om daar heel concrete voorbeelden van te geven. Het lukt mij namelijk niet altijd even goed om de collega's helemaal te overtuigen van de noodzaak van mijn wetsvoorstel rond kosteloze rechtsbijstand. Uw voorbeelden ter illustratie zouden dus heel welkom zijn.

Er is een centraal aanmeldpunt voor slachtoffers van mensenhandel in opbouw. Dat zou een hele stap voorwaarts kunnen betekenen, al is er natuurlijk nog een heel traject af te leggen. Mijnheer Lowyck, de Dienst Voogdij is niet 24/7 bereikbaar, dus ook 's nachts niet. Misschien kunnen we dubbel werk vermijden door samen te werken met het centraal aanmeldpunt dat 24/7 bereikbaar is. Is hier een centralisering mogelijk? Meer algemeen, zouden die centrale coördinatie en die nationale homogene procedures de snelle en gespecialiseerde hulp aan minderjarige slachtoffers kunnen verbeteren? Op welke manier kunnen we dat centraal aanmeldpunt zo goed mogelijk aangrijpen om al deze problemen aan te pakken?

Het is straf dat de gedwongen criminaliteit hier niet op de radar staat. In Nederland staat die wel op de radar. Er is verwezen naar de drugshandel. Hoe komt het dat die inschatting zo zelden wordt gemaakt, terwijl u wel ziet wat er aan de hand is? Wat verhindert dat? Misschien kan mevrouw Detheux daarop reageren.

Mevrouw Van Nieuwenhove heeft verwezen naar de verschillende praktijken waarbij jeugdrechters jongeren opvolgen of laten beschikken. Graag een reactie van mevrouw Detheux. Hoe kunnen we zorgen voor een grotere uniformisering, indien deze praktijken effectief dermate uiteenlopend zijn?

Het feit dat nog geen enkel meisje is opgeroepen om inspraak te hebben bij de strafuitvoeringsrechtbank, vind ik hallucinant. Wat

kunnen we daar effectief aan doen? Het is verontrustend want we willen de best mogelijke bestraffing van de dader. Hij mag niet in contact komen met het slachtoffer, maar we willen er ook voor zorgen dat hij niet hervalt. Wat loopt er mis? Dat moet onderzocht worden. Mevrouw Detheux kan daar misschien ook op reageren.

Tot slot, de verdwijningsdossiers. Mevrouw Van Nieuwenhove, u pleitte voor de omkering van de visie, zeker voor de dwangmatige gewoonteweglopers. Dat moet onderzocht worden door Mensenhandel. Sommigen zijn daar tegen, zegt u. Ik probeer te begrijpen wat de tegenargumenten zijn, want op het eerste gezicht lijkt het mij zeer moeilijk die te vinden.

Khalil Aouasti (PS): Je voudrais également poser quelques questions. J'ai un premier sentiment, qui est très désagréable et que je vais partager avec vous. Je me dis que la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains est en soi quelque chose de très compliqué, mais j'ai l'impression que ça l'est encore plus pour les mineurs.

Pourquoi ai-je cette impression? En vous écoutant, j'ai l'impression que la détection est déjà compliquée pour les majeurs, à travers le partage et l'exploitation d'infos entre la police judiciaire fédérale d'un côté ou l'inspection sociale de l'autre. Je caricature dans les grandes lignes. Pour les mineurs, on n'a même pas cette séquence et l'*input* d'informations permettant d'engendrer l'ouverture d'un dossier pour mineurs relève du hasard. Je pense en particulier aux mineurs victimes de traite ou de trafic d'êtres humains qui ne sont pas des MENA - je parlerai de cette catégorie par la suite. Il y a là quelque chose de très dérangent, et je me demande comment cet *input* d'informations peut à ce point, en vous écoutant, paraître aléatoire. C'est la première chose, car je pense que sans détection, rien ne peut suivre.

La deuxième chose est liée à la complexité du dossier. Il n'est déjà pas simple de gérer les majeurs et, Mme Detheux l'a rappelé, lorsqu'on y additionne la complexité de ce pays avec ses règles différentes en matière de protection de la jeunesse d'une région à l'autre. Pour deux d'entre elles, cela devrait se régler par un accord de coopération qui n'est, je pense, toujours pas voté par les Assemblées compétentes. On ajoute à la complexité de la détection celle d'une procédure d'aide à la jeunesse qui n'est pas la même selon que le jeune réside en Wallonie, en Communauté germanophone, à Bruxelles ou en Flandre.

Par conséquent, beaucoup y perdraient leur latin

– une chatte n'y retrouverait pas ses petits –, et tout cela me laisse vraiment pantois! Comment est-il possible, pour une victime mineure, de faire face à cette complexité quand les acteurs professionnels du service ont eux-mêmes l'air de dire que cette complexité leur cause énormément de problèmes? C'est la question qui m'interpelle le plus.

Par ailleurs, je vais à nouveau évoquer un chiffre précédemment cité en matière de détection. Je pense que, d'après les derniers chiffres dont on dispose qui datent de 2018-2019, on doit se retrouver à huit mineurs en 2018 et trois mineurs qui ont fait une demande de protection. Alors que pour la seule catégorie des MENA, ils étaient 4 400 à 4 500 à avoir introduit une demande auprès des autorités belges. Je ne parle même pas des autres, à savoir les personnes de nationalité étrangère en séjour légal sur le territoire ou des mineurs de nationalité belge qui sont aussi victimes de traite. Sur cette masse importante, on aboutit à onze dossiers sur deux ans, ce qui vient peut-être confirmer ma première interrogation, à savoir comment se fait *l'input* auprès des services?

J'ai une autre question que je vais adresser à M. Lowyck. À cela s'ajoute une complexité aussi puisque, à ma connaissance, ni Minor Ndako et Esperanto n'ont la reconnaissance comme centre spécialisé, contrairement aux trois centres que sont PAG-ASA, Sūrya et Payoke. Minor Ndako et Esperanto ne sont pas les mêmes centres et n'ont pas le même objet et c'est également une question à résoudre puisque l'un est en capacité pour le "territoire francophone" et l'autre pour le "territoire néerlandophone". Mais vous n'avez même pas les mêmes missions de base puisque, sauf erreur de ma part, Esperanto ne s'occupe que des mineurs étrangers là où vous, à Minor Ndako, vous vous occupez de toutes les catégories.

Cette absence de reconnaissance fait que, si une personne mineure victime de traite ou trafic des êtres humains s'adresse à vous, elle n'est pas automatiquement inscrite "dans le circuit de protection" dès lors que seuls les trois centres spécialisés reconnus permettent l'activation de cette procédure. Y a-t-il eu dans votre chef – Minor Ndako et Esperanto – des sollicitations en cours ou inabouties pour obtenir cette reconnaissance et, si oui, pourquoi sont-elles toujours en cours ou n'ont-elles pas abouti?

Quand un mineur victime a la chance d'entrer dans le circuit, il y a notamment pour l'immense catégorie que peuvent constituer les MENA, la question de savoir si la personne est auteur ou victime – souvent peut-être les deux dans une

configuration un peu particulière. Je pense par exemple au *deal* de stupéfiants. On voit dans nos zones de police un nombre conséquent de personnes de 15 ou 16 ans qui se baladent avec quelques grammes de cannabis que les têtes de réseau leur demandent de vendre; parce que ces gens savent pertinemment que si on arrête un mineur de 16 ans avec quelques grammes de cannabis, en réalité, il sera libéré automatiquement.

J'ai une vraie question pour vous, madame Detheux. Je vais forcer le trait et vous m'en excuserez, je veux parler du caractère "carcéral" ou fermé des centres. Je m'adresse à la magistrature que vous êtes: comment les mineurs victimes de traite des êtres humains vivent-ils le fait d'être placés dans ces centres, d'abord en tant qu'auteur avant d'être reconnus victimes? On les met "pour leur bien" dans une institution fermée avec tous les problèmes de l'institution fermée vis-à-vis de jeunes psychologiquement perturbés, méfiants vu ce qu'ils ont connu et j'ai l'impression que ce type d'institution ne permet pas de rétablir la confiance nécessaire pour avancer dans toute une série de procédures.

J'entends qu'il existe des différences entre le côté francophone et néerlandophone du pays où on va même plus loin dans ce caractère fermé, voire "de détention" presque. Vous me direz qu'il s'agit d'une compétence communautaire. Nous ne pouvons pas en débattre ni agir depuis cette institution mais nous pouvons y réfléchir avec vos deux homologues. Comment faire en sorte d'ouvrir le débat, si on estime, après bilan et analyse, que le caractère fermé de ces institutions est contre-productif pour la collaboration de ces victimes mineures à leur propre procédure?

Se pose aussi la question des difficultés que vous pouvez avoir dans d'autres catégories en l'absence de demande explicite de prise en charge. Quand on est face à un mineur victime de traite ou de trafic des êtres humains, comment met-on en place un cadre opérationnel pour gagner sa confiance, qui permette une demande explicite de prise en charge sans laquelle sa qualité de victime pourrait ne jamais être reconnue ou être difficilement reconnue? Il s'agit d'une vraie question que je me pose, à la suite des auditions qui ont eu lieu.

Troisièmement, on l'a dit, les moyens manquent à la police, au parquet, peut-être aussi à la magistrature assise. Il y a un beau débat sur les cadres flexibles qui va nous animer et qui anime déjà la magistrature assise. En matière de financement des structures, indépendamment d'une insuffisance de financement pour les

structures de l'aide à la jeunesse elle-même, si on a envie de prendre cela en charge – un débat a lieu entre le fédéral et les Communautés concernant les places pour mineurs étrangers non accompagnés (MENA) réservées dans les structures d'aide à la jeunesse –, serait-il préférable de renforcer les structures d'aide à la jeunesse ou les structures de prise en charge de la traite et du trafic des êtres humains pour mineurs? Ce ne sont en effet pas les mêmes enveloppes budgétaires.

Comment assurer, via un accord de coopération ou autre chose, une parfaite collaboration entre ces structures qui sont complémentaires? À force de devoir traiter dans un même lieu plusieurs problématiques qui sont très différentes et exigent chacune une spécialité, peut-être passe-t-on à côté de nombreux objectifs que nous nous sommes fixés.

J'ai aussi une question sur la transition du mineur au majeur. En matière de séjour, la transition du MENA vers l'adulte est très compliquée. Comment s'organisent aujourd'hui, de manière pratique, la transition du mineur victime de traite ou de trafic des êtres humains à l'âge adulte et la poursuite de la prise en charge de ce mineur qui a 17 ans, 11 mois et 30 jours à ce majeur qui a 18 ans et un jour? Comment s'organisent cette prise en charge et la continuité de cette prise en charge de manière pratique? J'ai l'impression qu'il s'agit d'une grosse faiblesse du système, à vous écouter.

Enfin, je serais intéressé d'en apprendre davantage à propos des dédommagements. Je présume qu'aujourd'hui il peut y avoir deux sortes de dédommagements: soit il y a une condamnation pénale et peut-être une condamnation aux intérêts civils et donc la personne qui a été condamnée comme auteur a une obligation de paiement, soit il n'y a pas de condamnation et c'est le Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence qui intervient, avec ses limites. Vous parlez de procédures qui ont été ouvertes il y a six ans. J'aurais aimé comprendre de quel type et dans quelle case nous étions, pour savoir si nous devons envisager une réforme de ce Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence pour le faire correspondre davantage à la situation des victimes mineures.

Ma dernière question m'interpelle depuis le début de nos travaux. Il s'agit de l'exploitation de la mendicité. Je trouve que nous en parlons très peu au cours de ces travaux. Or les statistiques démontrent qu'il s'agit essentiellement de victimes mineures. Nous ne sommes pas ici dans l'exploitation sexuelle. Quelle est votre pratique en

matière de lutte contre l'exploitation de la mendicité? Comment faire pour protéger ces populations, qui sont parfois aussi européennes avec toutes les difficultés que cela pose? Comment faire pour protéger ces victimes mineures exploitées pour la mendicité?

Laurence Detheux : Je vais essayer de répondre à un maximum de questions. Certaines sont très intéressantes et je ne manquerai pas de les examiner après cette séance si je ne parviens pas à y répondre.

En ce qui concerne les proportions de mineurs étrangers, je ne peux pas vous donner de chiffres aujourd'hui. Ce qui est sûr, c'est que les cas sont nombreux. La première question que doit se poser un magistrat est celle de l'âge qui se pose plus souvent en matière de dossiers pénaux car la différence de traitement est telle entre majeurs et mineurs que le plus grand stress d'un magistrat est de ne pas condamner des mineurs à des peines pénales.

À ce sujet, je peux vous dire que les décisions des magistrats sont des plus prudentes puisqu'on a ce système de test osseux, en l'absence de tout papier, qui a des fourchettes assez grandes, des fourchettes basses assez basses dont on prend toujours le résultat le plus bas. Ce sont effectivement les dossiers qui posent le plus de problèmes aux magistrats.

Je pense qu'il y a toute une série de grands mineurs qui peuvent passer sous les radars pour ce qui est de la situation de danger ou situation inquiétante, parce que s'ils se déclarent majeurs, ils vont passer inaperçus. Par contre, dans une situation où une infraction grave est commise, on est obligé de gérer la situation et de se positionner sur le caractère mineur/majeur.

Au niveau des mineurs en danger, il peut aussi y avoir le cas de jeunes qui sont tellement jeunes que leur minorité saute aux yeux. Dans ces cas-là, on a parfois la problématique de jeunes qui ne peuvent pas être autonomes. On peut imaginer qu'un jeune de 17 ans peut vivre dans une certaine autonomie alors que de très jeunes mineurs ne le peuvent clairement pas.

Dans ces situations, la problématique qui se présente souvent est celle de jeunes pris en charge dans des systèmes familiaux claniques. Là, la difficulté de l'aide à la jeunesse, qu'elle soit volontaire ou contrainte, est que, pour retirer un jeune d'un tel milieu, il faut pouvoir assurer sa prise en charge.

Cela revient à retirer un jeune d'un milieu qui n'est pas convenable selon certains critères. Cela emporte l'obligation de s'en occuper de manière totale. Je rejoins là la question des moyens à disposition de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse et cette énormité qui est de devoir assurer au très jeune mineur un bien-être plus grand que celui qui serait le sien dans son milieu de vie habituel.

Donc, il y a parfois des prises en charge en urgence et des situations où les jeunes retournent dans leur milieu parce qu'on n'est pas non plus en mesure de leur offrir un bien-être familial et social complet dans le cadre de l'aide à la jeunesse ou de la protection de la jeunesse.

S'agissant des moyens d'action suffisants, j'entends bien que nous avons des institutions aptes à prendre en charge les victimes de la traite des êtres humains et du trafic aggravé, notamment les victimes bien identifiées. Lorsqu'on parle d'identification, du point de vue d'un magistrat de la jeunesse, c'est relatif parce que le magistrat de la jeunesse doit s'occuper de tous les mineurs. Il doit s'occuper des mineurs victimes de la traite ou du trafic; il doit aussi s'occuper des victimes mineures très vulnérables dont on ne connaît pas certains indices d'exploitation, qui sont ou pas exploitées ou qui sont en passe de l'être.

La question principale des magistrats de la jeunesse est de pouvoir mettre tout le monde à l'abri. Cette question de la détection, comme cela a été dit, peut effectivement prendre un certain temps.

Si des détections sont faites dans le cadre d'investigations des services d'aide volontaire ou de services mandatés par le juge ou le tribunal de la jeunesse, il faut savoir que ces investigations sont confidentielles, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas être la base de poursuites pénales à charge des personnes qui exploitent les mineurs. Il faut à chaque fois qu'on démarre une enquête sur la base, le cas échéant, d'un *pro justitia* qui relaie de manière très concise les faits qu'il faudrait investiguer. Les enquêtes pénales ont lieu dans un cadre pénal avec des règles bien précises.

Cela n'empêche évidemment pas des institutions comme les IPPJ de favoriser le fait que les jeunes fassent des déclarations ou soient en contact avec les centres. Je tiens à dire qu'un juge de la jeunesse doit pouvoir offrir la protection à tous les mineurs. En outre, la coordination au niveau du ministère public des différents magistrats en charge des différents aspects dont j'ai parlé est une question générale qui se pose aussi bien dans la

traite que dans d'autres formes de faits commis au préjudice des mineurs.

La communication est essentielle au sein du ministère public mais on travaille sur base de règles différentes. Ces dossiers prennent du temps pour être bien gérés et demandent des moyens aussi bien en termes de magistrats qu'en termes d'institutions pouvant accueillir non seulement des victimes de la traite et du trafic, mais également tout mineur en situation de vulnérabilité.

Je vais vous donner un exemple relatif aux institutions. Assez heureusement des institutions comme Esperanto peuvent accueillir des mineurs pour lesquels on n'a peut-être pas beaucoup d'indicateurs de traite ou de trafic mais qui sont dans des situations à risque. Il y a eu des discussions concernant le fait que certaines institutions apprécient de manière souple les conditions pour prendre en charge des mineurs. Or, ces mineurs doivent être pris en charge de manière très rapide. Il y a eu des discussions au niveau du mandat par les SAJ dans des situations où les jeunes étaient arrivés en urgence chez Esperanto sans être passés par ces services d'aide volontaire. À un moment donné, certains SAJ ne voulaient pas donner de mandat et exigeaient parfois que ce soit le parquet qui place le jeune en urgence durant 24 heures.

Or je viens de vous expliquer dans mon exposé que le placement de 24 heures, dans certaines régions, n'est pas évident au niveau de la légalité. Nous avons des solutions puisque le SAJ de Charleroi accepte de mandater des situations dans lesquelles les jeunes sont arrivés en dehors de leur intervention. Mais cela concerne des discussions qui ont lieu au niveau des autorités communautaires.

Concernant la possibilité pour le parquet de priver de liberté, la privation de liberté, en général, peut être considérée comme une compétence fédérale puisque le législateur fédéral est encore compétent pour tout ce qui est organisation judiciaire et procédure. Les législateurs communautaires, eux, sont compétents pour décider des mesures et procédures quand elles sont intimement liées à leur compétence de déterminer les mesures applicables aux mineurs en général.

Tout ce qui pourra organiser le plus clairement possible au niveau législatif les possibilités d'intervention du ministère public dans des situations d'urgence participera à une bonne gestion de la situation des victimes potentielles de la traite ou du trafic, en particulier des mineurs étrangers non accompagnés ou des mineurs qui

n'ont pas un réseau bienveillant autour d'eux.

Concernant le côté technique de mon exposé, cela montre que les magistrats doivent se poser énormément de questions quand ils prennent des décisions dans ces domaines. Il faut savoir que les magistrats de service la nuit travaillent parfois en journée dans une section financière. Il faut qu'ils puissent appliquer des procédures explicables de manière relativement claire et simple. Ce qui compte parfois en premier lieu, c'est de protéger un mineur, quelle que soit sa situation.

Concernant les enquêtes pénales, il faut évidemment des moyens d'enquête en matière pénale dans ces phénomènes qui sont difficiles à appréhender. Par exemple, la question des interprètes est importante, ce sont des frais de justice qu'on peut avancer aussi bien d'ailleurs pour les enquêtes pénales que pour la situation de protection des mineurs. Donc, il y a la question des moyens et, au final, la question des preuves qu'on va citer pour faire en sorte que les auteurs soient condamnés.

On peut citer plus ou moins facilement, et on voit bien que pour l'octroi du statut cela peut avoir un intérêt, mais il faut aussi penser que, quand on cite un dossier à l'audience publique en matière pénale, il y a un risque éventuel d'acquittement. Et l'acquittement est une vérité judiciaire, c'est-à-dire que la victime ne pourra plus clamer de manière officielle qu'elle est victime, parce que nous avons une vérité judiciaire qui dit que telle personne est acquittée et donc n'a pas commis les faits. Ces considérations sont aussi prises en compte par les magistrats pour donner des orientations aux dossiers.

Concernant les obligations d'informer le juge de la jeunesse, de manière générale, il est sûr qu'au sein de la magistrature, on doit continuer à sensibiliser et à donner des formations concernant ces questions de statut qui doivent être mises en lien avec la prise en charge au niveau de l'aide ou de la protection de la jeunesse. Cela me paraît évident. Le fait que certains juges de la jeunesse ne sont pas toujours informés de ce qui se passe dans le domaine de l'octroi du statut est peut-être lié au fait que ce statut a des conséquences importantes pour les mineurs qui n'ont pas de titre de séjour. Mais, *de facto*, les mineurs ont un droit de séjour car on ne va jamais éloigner de force un mineur. Il est vrai que le titre de séjour que permet l'octroi du statut est plus stable que la situation d'un mineur sans titre de séjour.

Pour les victimes belges, il y a peut-être une sensibilisation à faire par rapport à des avantages

concrets que peut offrir le statut. Un juge de la jeunesse va de toute façon essayer de prendre toutes les mesures les plus favorables pour le jeune à protéger. Il y a certainement des liens à faire avec les avantages que peut procurer le statut et qui pourraient motiver une série d'acteurs judiciaires à mieux prendre en compte cet aspect.

J'insiste sur le fait que le service des tutelles et le tuteur sont des services et des personnages centraux dans la gestion de ces situations. Comme je le disais, le tuteur est partie à la cause dans les procédures de la protection de la jeunesse et il est associé aussi au niveau des services volontaires via la question du consentement. Au niveau des procédures devant les juges et le tribunal de la jeunesse, il est véritablement une partie à la cause. En même temps, le tuteur va représenter le mineur dans toutes les procédures relatives au droit de séjour. Je pense que c'est un personnage central, comme le service des tutelles.

Il est important que ce service des tutelles ait une réelle permanence sept jours sur sept et 24 heures sur 24, parce que c'est quelque chose qui apparaît dans tous les documents officiels. Pourtant, en pratique, il est accessible de 6 heures du matin à 22 heures. Ce service doit vraiment être renforcé parce qu'il a l'avantage d'être fédéral. Il reçoit les signalements de l'ensemble du pays et c'est une ressource très importante pour faire le lien entre des situations qui peuvent être gérées parfois par des arrondissements différents.

Quand on parle de la compétence territoriale, il serait dommage de ne s'en tenir qu'à la résidence du tuteur quand un tuteur est désigné. Nous avons eu cette réflexion au sein du ministère public, mais il faut savoir que, si on n'a pas la possibilité de responsabiliser un seul parquet, on a un risque de retomber sur les critères subsidiaires que sont le lieu des faits, le lieu où les jeunes sont trouvés et où plusieurs parquets vont devoir se considérer comme étant compétents avec un risque de saisine de plusieurs juges de la jeunesse. Normalement, quand un juge de la jeunesse est saisi, il n'est pas toujours obligé de renvoyer le dossier à un autre arrondissement si on a un autre critère de compétence qui apparaît. Il peut garder le dossier ou le renvoyer. Mais une fois qu'un juge de la jeunesse est saisi du renvoi du dossier dans un autre arrondissement, cela implique certaines lourdeurs.

Il faut savoir aussi que l'on a cet élément en tête quand on décide de la judiciarisation ou non d'un dossier. Il est vrai que des procédures d'urgence existent et que cela revient ensuite vers l'aide volontaire. Mais de manière générale, quand un

juge intervient dans une situation, j'estime qu'il est important de pouvoir dire que tel arrondissement est compétent, que tel juge de la jeunesse est saisi et que c'est lui qui va continuer à suivre ce jeune. Il importe qu'il y ait une responsabilisation sur la base de critères de compétence territoriaux clairs, afin d'empêcher une dilution de la responsabilité entre plusieurs arrondissements qui pourraient être considérés comme compétents si un jeune commet des faits dans plusieurs arrondissements ou est trouvé de manière aléatoire dans plusieurs arrondissements.

Cette discussion connaîtra probablement encore des développements car les termes de la loi ont changé. Auparavant, la loi parlait de la résidence des parents ou du tuteur. Aujourd'hui, la loi parle de la résidence des personnes qui ont l'autorité parentale. Cela ouvre une question que certains juges vont pouvoir trancher de manière peut-être différente de ce que considère actuellement le ministère public, à savoir que les autorités judiciaires de la résidence du tuteur seraient compétentes.

En ce qui concerne l'aspect auteur-victime, je pense qu'il s'agit effectivement d'un aspect très important. Il n'a pas fait l'objet de grands développements au niveau de la protection de la jeunesse parce que le nombre de cas discutés devant les tribunaux n'a jamais été très élevé. Parfois, comme on l'a souligné, le fait de pouvoir saisir un juge de la jeunesse sur la base d'une infraction peut offrir des mesures plus contenant.

J'en viens à ce que vous évoquiez à propos du caractère carcéral ou fermé des centres. Justement, tous les systèmes de la protection de la jeunesse insistent sur le fait que les jeunes - les mineurs - ne sont en principe pas pénalement responsables. Toutes les institutions, y compris celles fermées, doivent garantir le bien-être des jeunes notamment par la présence d'éducateurs, par la limitation du nombre de places, c'est-à-dire qu'une IPPJ a un nombre de places limité.

S'il n'y a pas de place, sauf cas bien précis, l'intéressé ne sera pas placé. Ce n'est pas comme une prison où on peut faire entrer un maximum de personnes. Il convient donc de garder cela en tête. Je pense aussi qu'il faut pouvoir examiner la nécessité de disposer de lieux plus contenant dans le cadre des dispositions applicables aux mineurs en danger ou en situation inquiétante. Cela relève de discussions et de choix politiques. Quand je dis "politiques", il s'agit des Communautés. Est-ce qu'on privilégie le fait de pouvoir à tout prix prendre en charge un jeune en danger avec des contraintes et des limites à sa

liberté? Ou considère-t-on qu'il faut rester dans des systèmes qui permettent à ce jeune d'aller et venir à partir du moment où il n'est pas soupçonné de faits qualifiés d'infraction ou de délit de mineur?

Je suis sûre de ne pas avoir répondu à toutes vos questions mais je pense avoir dit l'essentiel de ce que je voulais dire.

Saskia Van Nieuwenhove : Bedankt voor alle vragen, ik ben daar heel blij mee. Ik stel vast dat u een voorzitter hebt die heel goed beseft wat er op het terrein gebeurt. Dat stelt mij altijd heel tevreden en dat geeft nieuwe moed voor wat we op het terrein soms tegenkomen. Ik heb soms het gevoel dat men – en dat zeggen we dan op het veilige adres – het niet weet in Brussel. Vandaag heb ik toch nieuwe moed omdat men weet dat er nog heel wat werk is.

Ik zal starten met de schadevergoeding. Daarover hadden verschillende mensen vragen. Ik zal casuïstiek een beetje schetsen wat we daar tegenkomen. We hebben – zoals terecht opgemerkt – een erkenning voor zes plaatsen van het Agentschap Opgroeien.

U hebt zeer terecht gevraagd hoe de schakelleeftijd naar 18 is. Het is een open deur dat Justitie niet stopt op de leeftijd van 18 in deze dossiers. Soms is er nog een of zijn enkele daders in cassatie. We zitten zelfs nog niet aan de schadevergoeding. Er verlopen gemiddeld zes à zeven jaar alvorens het gehele justitieproces bij de daders verloopt. Dan heb ik het nog niet over het niet-uitbetalen van enige schadevergoeding. Dat maakt dus dat een meisje 18 jaar wordt tijdens de hele procedure. Het kan zelfs zijn dat een maand na de 18^e verjaardag van het slachtoffer, ironisch, de correctionele zaak plaatsvindt.

Wij laten niet los. Dat is heel nefast en dat doen wij vanuit zorg, dus dat is een gemeenschapsopmerking. Wetenschappelijke studies tonen aan dat zorgcontinuïteit en relationele continuïteit zeker in deze kwetsbare groep voorzien moeten worden. Mijnheer Lowyck heeft dat ook zeer terecht gezegd: onze core business is angst wegnemen en opnieuw vertrouwen leren stellen in een volwassen persoon. Dat klinkt als een zin, maar dat is een werk van lange adem, soms zelfs van jaren. Dat kan men niet op 18 jaar plots veranderen: weer andere mensen, weer andere vertrouwenspersonen.

Op dit moment zitten wij met 50 meisjes, voor wie we geen erkenning hebben door de Vlaamse bevoegdheid. Dat komt omdat ik hen niet loslaat op 18 jaar. Ze worden door ons nog altijd in alle

facetten – juridisch, sociaal, emotioneel, psychologisch – ondersteund. Eigenlijk kan dat niet. Ik doe dus een beroep op vrijwilligers die in de sector werken en dit naast hun uren erbij doen, of op mensen uit het onderwijs. Dit zou absoluut een erkenning moeten krijgen, dat is het minste wat wij kunnen betekenen, maar daarmee begeven we ons inderdaad op gemeenschapsniveau.

Uw vraag in dat verband is terecht. Hetzelfde doet zich voor met advocaten. Ook daarover vond ik de vragen zeer belangrijk, maar – en ik spreek vanuit de praktijk – wij hebben heel veel jeugdadvocaten die er zelfs niet over ingelicht zijn dat onze meisjes als slachtoffer figureren in een strafprocedure. Daarom wijs ik specifiek op onze nichegroep. Bij ons zitten de meisjes die al onder de jeugdrechtbank stonden. Bij ons zitten meisjes van wie de inwonende papa of oudere broer op hun vierde veroordeeld werd voor foltering, bezwarend op kindermishandeling. Dát zijn onze dossiers.

Daardoor valt ook te begrijpen waarom wij die groep hebben. Er werd heel terecht gevraagd: "Wie is dader?" Ik spreek nu even voor mijn nichegroep, ik doe geen uitspraken over andere mensenhandelaars, maar hier gaat het om zeer vernuftige, gewiekste types die onze meisjes – letterlijk – uitkiezen op sociale media, waar bijvoorbeeld "Mama, ik mis je" staat. Bij ons zit bijvoorbeeld iemand die wees is sinds haar zesde. Daar wordt op ingezet. Met valse profielen wordt zo'n meisje benaderd en worden er leugens verkondigd zoals: "Ik begrijp je, ik ben ook mijn mama kwijt. Wat zit jij daar in die instelling te doen? Dat is toch niet tof? Kom naar mij, laten we afspreken." De ronselpraktijken die wij zien – en ik benadruk dat ik echt over onze groep spreek –, gaan zwaar de emotoer op en pikken in op wat de meisjes al eerder meemaakten en wat zij eerder al meegemaakt hebben, is helaas al een rugzak voor het leven.

Als men door zijn of haar ouderfiguur een veroordeling tot foltering kent, dan draagt men al een rugzak mee. Wanneer men dan op veertien- of vijftienjarige leeftijd via sociale media in de handen van pooiers valt, belandt men 's avonds op hotel waar men twintig klanten moet afwerken. Wij zitten dus met die verschillende opeengestapelde trauma's en dat is nu net waar onze daderprofielen aan tegemoetkomen.

Het volgende wat ik ga zeggen, is niet wetenschappelijk onderbouwd, maar dat is ook mijn positie niet. We stellen ook vast dat in elk mensenhandeldossier daders met Albanese roots aanwezig zijn die een link hebben met bepaalde families. Het is misschien politiek incorrect dat te

zeggen, maar ik kan alleen maar ons daderprofiel schetsen. Dat zijn de echte diehards, dat zijn daders die van generatie op generatie daarin zijn opgevoed. De nonkels, grootvaders en andere familieleden zijn ook gekend om of veroordeeld voor mensenhandel. Ik weet echt niet wat de oplossing daarvoor is, dat is mijn taak ook niet. Helaas zijn er in die Albanese families al veertienjarigen die op de rechtbank een houding tonen in de trant van "Wat gaat u doen? Mij in Everberg opsluiten? Doe maar, ik zal toch meisjes ronselen!". Die houding van die mannen is al op zeer jonge leeftijd erg verontrustend.

Natuurlijk vallen de daders onder de verantwoordelijkheid van Justitie. Ik meen echter dat jongeren die we onvoldoende een zorgkader bieden en van wie we niet snel genoeg vaststellen dat ze in moeilijkheden zitten, die dus bij de start eigenlijk slachtoffer zijn, gerekruteerd worden, niet om slachtoffer te worden, maar om op de uitkijk te staan. Dat gaat dan in de stijl van: "Meisje, ik geef je een handtasje. Je moet in ruil alleen een pakje afgeven." Uiteindelijk gaat dat steeds verder en wordt dat seksuele uitbuiting. Die jongens stellen natuurlijk dadergedrag, maar als je naar de start van dat verhaal gaat, dan denk ik dat zij bij de start even kwetsbaar waren als de meisjes, maar dat zij ook niet wisten van welk hout pijlen te maken en waar naartoe te gaan. We detecteerden dat niet snel genoeg via jeugdwelzijnswerk op straat, waardoor zij op de radar komen van zulke netwerken. Wanneer Justitie ze in het vizier krijgt, kunnen we ook geen *mercy* meer hebben en dan verdienen ze als mededader van het netwerk ook vijf jaar effectieve gevangenisstraf.

Ik denk wel dat er ook kan worden gewerkt aan het vermijden van de rekrutering van deze jongeren, maar dat is een bevoegdheid van de gewesten.

Er werd mij gevraagd hoe een persoon naar ons wordt doorverwezen. Wij zijn erkend door het agentschap Opgroeien, waardoor wij op vlak van de Vlaamse bevoegdheden met de integrale jeugdhulpsector werken, via de afdeling Continuïteit en toegang, de toegangspoort. Wij krijgen dus diverse vragen en aanmeldingen van de politie en de consultants van de jeugdrechtbank. We krijgen aanmeldingen en ook vragen van andere open jeugdzorgvoorzieningen of een bepaald geval uitbuiting betreft. "We zien gedragsveranderingen bij haar, soms wordt ze plots erg brutaal. Plots draagt ze dure kleding, ze gaat niet meer de verbinding aan met de begeleiders waarmee ze nochtans een mooi traject aflegde." Ik denk dat de heer Lowyck kan bevestigen dat dit de alarmsignalen bij de aanvang zijn. Dat betekent niet dat ze morgen een

slachtoffer zullen zijn, maar de alarmsignalen in de predetectie kunnen voorkomen dat ze verder worden uitgebuit of dat het juiste zorgkader kan worden aangeboden.

De vraag wanneer slachtoffers zichzelf als slachtoffer erkennen, is een zeer belangrijke vraag, die zich ook situeert op gewestbevoegdheid. Dat is erg divers. Na de afgelopen vijf jaren, waarin ik zeven dagen op zeven die meisjes in huis heb, kan ik die vraag nog altijd niet beantwoorden. Er zijn meisjes die zichzelf niet als slachtoffer kunnen erkennen, omdat dan hun volledige identiteit wegvalt. Vaak hebben ze al eerder seksueel misbruik meegemaakt en halen ze dat als argument aan. Ze doen voor onze ratio soms erg beklemmende uitspraken. Wanneer wij aan tafel eten, zegt een meisje plots "Waarom zou ik met de politie praten? Al die jongens hebben dat met mij gedaan, maar mijn papa deed het ook". Er kan ook ontgoocheling zijn uit hun kindertijd, omdat hun vader door de politie werd meegenomen, waardoor ze niet met de politie willen praten. De politie is in de belevingswereld van tieners ook een ondeelbaar geheel. Dat zijn dus een hoop redenen waarom wij daaraan moeten werken en dat vraagt erg veel tijd. Er zijn meisjes die meteen zichzelf als slachtoffer erkennen, na een week bij ons te verblijven. Ik sta daarvan versteld. Ze voelen zich plots veilig genoeg en die na de bevestiging of ze kunnen blijven met de politie praten. Dat gaat echter om een minderheid.

De meesten kampen toch nog met angsten. Dat frappeert mij mateloos om dat volgens mij onze belangrijkste taak is hun opnieuw een gevoel van veiligheid te bezorgen. Dat is een beetje anders uitgedrukt, maar het komt op hetzelfde neer. Ik zeg altijd dat mijn enige taak en hoop in het begin – dat kan één of twee maanden duren – is ervoor zorgen dat we voldoende verbinding maken en dat ze zich veilig voelen. Het doet pijn en het maakt een diepe indruk op mij als een meisje niet durft praten, niet tegenstaande zij fysiek veilig is, uit angst dat het kleine zusje dan ontvoerd zal worden aan de schoolpoort. We merken dan dat ze het beter doet op vlak van daginvulling, maar de angst blijft inbeuken op dat hoofd.

Ze zitten ook met veel irrationele angsten, daar beginnen we ook meer op te focussen. In hun eerste seksuele beleving of na eerder misbruik zijn ze terug in een gewelddadige seksualiteitsbeleving geraakt, waardoor ze zichzelf onnodige scenario's voorspiegelen. Ze stellen zich bijvoorbeeld de vraag of ze nog wel kinderen kunnen krijgen na seksueel misbruik door zo veel mannen. Dat is natuurlijk incorrect, maar we stellen wel vast dat het gebeurt. We zullen nu meer dan bij de start van

onze werking meer *low profile* regelmatig seksuele voorlichting geven aan alle meisjes in de groep. Dat gaat dan onder meer over de menstruatiecyclus, de voorwaarden om zwanger te worden, het voorkomen van onvruchtbaarheid...

We merken zelf geen verschillen tussen de steden en het platteland. Ik blijf benadrukken dat door de 'diversiteit' – dan wordt het domicilie van de voogd gebruikt, dan wordt dat genomen – cruciale knowhow verdwijnt. Ik geef een voorbeeld. Een meisje wordt uit een hotel in de buurt van Brussel-Noord gehaald en wordt vervolgens bij ons geplaatst. Ze wordt dan echter toegewezen aan een magistraat in Tongeren omdat de ouders daar nog staan gedomicilieerd, hoewel het meisje al jaren niet meer bij de ouders inwoont. Dan duikt in dat onderzoek een ander meisje op via een naaktbeeld, dat duidelijk een slachtoffer is in hetzelfde dossier. Dat meisje van vijftien jaar blijkt dan te zijn toegewezen aan een vrederechter in Namen. Het is een heel kluwen om te weten waar dat dossier naartoe moet. De parketten van Tongeren en Namen discussiëren dan wie er bevoegd zal worden voor dat dossier. Ik denk dat de knowhow in Brussel-Noord zit, daar weet iedereen over wie het gaat. We hebben dan cruciale tijd verloren door te debatteren over welke bevoegdheid aan wie toekomt.

Onderschat daders niet, want zij maken slachtoffers over taal- en landgrenzen heen. Dit werd vandaag nog niet gezegd. Wij hebben al Vlaamse meisjes van veertien en vijftien jaar oud – Payoke was daarvan op de hoogte – die uit een Nederlands hotel werden gehaald. Die worden natuurlijk meteen overgebracht naar Belgisch grondgebied, omdat ze hier onder toezicht staan. Ze blijken dan echter hier niet aangemeld te zijn bij het referentiecentrum, omdat het dossier in Nederland lopende is. In Nederland zijn ze echter ook niet aangemeld bij een referentiecentrum om assessment te doen, aangezien ze naar Belgisch grondgebied werden verplaatst. Tussen buurlanden kunnen we dus blijkbaar niet om nog maar tot een assessment te komen voor meisjes in een precarie situatie.

Er werd ook de vraag gesteld op welke wijze sociale media worden gehanteerd. Ik denk dat Snapchat, met berichten die meteen verdwijnen, het vaakst gebruikt wordt. Ik was zeer blij toen ik via de media vernam dat de federale politie toch veel *dark crypto* – weet ik veel welke communicatiewijze – in de drugswereld heeft neergehaald, aangezien mensenhandelaars, weliswaar in mindere mate, er ook van gebruikmaakten. Ik denk dat we daar blijvend op moeten inzetten.

Wat niet werd vermeld, is dat er nog steeds beelden van meisjes zijn terug te vinden op de website redlights.be wanneer het gerechtelijk onderzoek van dossiers van 2014 start. Er is al een serie over gemaakt op Netflix, maar blijkbaar gebeurt het in de praktijk nog steeds dat onze meisjes op redlights.be en afspraakjes.com worden aangeboden. Hoe is het mogelijk dat zij daar nu al jaren op staan, terwijl men weet dat het om minderjarigen gaat. Ik vind het extra laakbaar dat het weken duurt voor het beeldmateriaal offline wordt gehaald, nadat wij dat hebben gemeld.

Dat is zeer verontrustend, want het gaat om een meisje van 13 jaar dat zich als 18-jarige voordeed op die website, anders zou de websitebeheerder die beelden zelf verwijderen. Men ziet aan het lichaam en de foto's dat het niet om een 18-jarig meisje kan gaan, maar het kluwen om die beelden offline te halen blijft een pijnpunt en dat vind ik echt niet kunnen. De psyche van de meisjes lijdt daaronder. We proberen met zeer kleine stapjes het vertrouwen op te bouwen, maar dat is erg moeilijk. Zoals de heer Lowyck zeer terecht zei, moet men ervoor zorgen dat men woord houdt zodat er een vertrouwensbasis wordt gelegd. Men pleegt echter bijna woordbreuk wanneer men belooft om die beelden offline te laten halen, terwijl men weet dat Justitie niet reageert. Zo'n meisje beschouwt dat dan als woordbreuk, want die foto's staan nog online. Dat kan dus beter.

Ik krijg kop noch staart aan de jeugdrechter. Met het plaatsbezoek kunnen we misschien meer in de diepte werken, aangezien ik de privacy in die dossiers moet respecteren. Ik wil niet bepaalde mensen viseren, maar ik wil structurele lijnen in kaart brengen. Het is al voorgevallen dat we zelf het vonnis betreffende mensenhandel van een ander parket aan de jeugdrechter hebben moeten overmaken. Ik heb de gegevens op mijn gsm die zwart op wit aantonen dat dat gebeurd is. "Dag Saskia, bedankt om het mij over te maken, ik was nog niet op de hoogte gesteld." Het tart natuurlijk alle verbeelding als die jeugdrechter in zijn gezag en met de juiste zorg zich moet uitspreken over het meisje, maar zelfs niet op de hoogte wordt gebracht dat zij erkend is als slachtoffer van mensenhandel. Dan zijn we uitgepraat. Men moet vermijden dat zulke situaties zich nog voordoen. Ik probeer mezelf dan recht te houden met de hoop dat het om een excès gaat in het verhaal, maar er zijn iets te veel excessen.

De heer Segers stelde een zeer terecht een vraag over de kosteloze rechtsbijstand. U vroeg naar meer concrete zaken. Ik hoop dat een aantal concrete zaken jullie wakker zullen schudden om

er iets aan te doen.

We hebben meerderjarige meisjes die vaak op een studio belanden en aan wie niet het juiste zorgkader wordt geboden. Ik spreek dan over de meisjes uit de eerste dossiers. Zij leven vaak van een leefloon, waarvan vaak meer dan de helft naar de huur gaat. Dat zijn weer andere zaken, maar die hebben ook invloed. Ze houden ongeveer 80 euro per week over om alle andere kosten mee te betalen. Dat gaat dan over treintickets, de psycholoog, eten, uitgaan en sporten. Dat is dus onmogelijk. Wanneer dat meisje, dat op haar vijftiende erkend werd als slachtoffer van mensenhandel, dan plots een voorstel van de tegenpartij krijgt om akkoord te gaan met een bemiddeling met een totale vergoeding ten bedrage van 7.000 euro, terwijl het desbetreffende dossier over acht daders van mensenhandel gaat, dan tekent het meisje, omdat ze alleen maar de nullen ziet. Men kan daartegen niet meer in beroep gaan. Ik schaam me niet om te zeggen dat ik die avond gehuild heb. *(geëmotioneerd)*

Ik dacht: elke dader komt ermee weg door een bedrag te betalen dat overeenstemt met een GAS-boete of verkeersboete wanneer men geflitst wordt wegens te snel rijden. Dat is volgens mij niet te verantwoorden. Ik beweer niet dat een groot geldbedrag het leed vermindert, maar het verzekert wel dat men geen zorgen heeft om medische kosten terug te moeten betalen en dat men een therapeut kan blijven consulteren in geval van herbeleving of hervat.

Het tweede voorbeeld vind ik even onaanvaardbaar. Ik stel niet dat de bemiddeling inzake mensenhandel uit het wetboek gehaald moet worden, maar het moet beter omkaderd worden door een advocaat, die uitlegt wat de gevolgen zijn van de ondertekening van een bemiddeling en die ook verduidelijkt dat men een tegenbod kan doen. Zij tekende immers gewoon, niet wetende wat dat inhield, behalve dat ze 7.000 euro kreeg. Dat is dus niet met de juiste rechtsbijstand gebeurd.

Het tweede vind ik even moeilijk. Wij krijgen logischerwijze Vlaamse subsidies omdat het geweest bevoegd is. Ik heb de plicht en de opdracht om te hopen dat we de meisjes sterker en zelfredzamer maken en hen terug een menswaardig bestaan kunnen bieden. Als dat onze opdracht is, is de volgende situatie des te pijnlijker om mee te maken. Een meisje wordt 18 en heeft zich met vallen en opstaan sterker gemaakt. Ze is dan eindelijk in staat een 4/5-job te aanvaarden en aan te kunnen, maar ze krijgt een maand later al een brief in de bus waarin staat dat ze het recht op

een pro-Deadvocaat in haar strafzaak verliest. Ze moet vanaf dan dus zelf betalen voor haar advocaat. Dat kan toch niet.

Ik pleit hier niet voor meisjes die kattenkwaad uithalen. Als zij werken, vallen zij onder de gewone wetgeving. Als het bedrag te hoog is, kan ik ermee leven dat ze een advocaat moeten betalen. Als de procedure echter begonnen is als minderjarige, dan zouden de slachtoffers tot het einde van de procedure automatisch kostenloze rechtsbijstand moeten krijgen. Dat is het minste wat we als maatschappij moeten bieden.

Wij staan zo immers ook met de rug tegen de muur. Het meisje in kwestie zei namelijk dat ze niet meer zou werken als het op die manier verloopt. Dan gaan we echter terug naar af. We moeten dan opnieuw een daginvulling bieden en haar proberen sterker te maken. Dat kan dus niet.

Ik zal nu iets zeggen over de dienst Voogdij. Ik begrijp zeker vanuit de grotere groep mensenhandel dat er iets uit te werken valt met het centrale meldpunt en de 24 uur. Ik wil echter nogmaals benadrukken, ook al heb ik een nichegroep, dat de juiste omkadering belangrijk is. Men herkent de gezondheid van een maatschappij ook aan de omkadering die de uitzonderingen krijgen. Wij hebben bijvoorbeeld een groep die zelfs geen voogdrecht heeft.

Ik geef een voorbeeld. De papa van een meisje van vijf is uit de ouderlijke macht ontzet wegens foltering. Hij heeft dus zijn ouderlijk gezag verloren door een zeer ernstig vonnis. Het meisje mag zelfs niet weten waar haar biologische vader op dit moment in de gevangenis zit. De moeder is gevlucht naar Canada, maar ze heeft zich ingezetene verklaard op de ambassade. Volgens de overheid is ze dus op Belgisch grondgebied, want de ambassade is een stukje Belgisch grondgebied. Wij blijven echter pleiten voor haar recht op een voogd, aangezien dat kind helemaal geen begeleiding heeft in België. Ze mag namelijk niet weten waar haar vader is en haar moeder woont in Canada. Dat meisje heeft dus minder rechtszekerheid dan een niet-begeleide minderjarige, want ze heeft geen recht op een voogd.

Ik geef nog een ander voorbeeld. Op het einde van de rit bleek dit echter geen slachtoffer van mensenhandel te zijn. Het kan soms immers gebeuren dat er indicaties zijn, maar dat het uiteindelijk toch niet om mensenhandel gaat. De daders zijn wel veroordeeld voor verkrachting. Ik wil dus meegeven dat dit juridisch wel dezelfde zorg vraagt en dat het dezelfde

omkaderingsrechten vraagt. De vader van het meisje is veroordeeld voor terrorisme en zit in secreet. Ik denk dus niet dat hij zijn hand kan opsteken om de rechten van zijn kind te vrijwaren. De moeder is overleden. Ook dat meisje krijgt geen voogd, aangezien de vader niet uit zijn ouderlijke macht gezet is, omdat het terrorisme niet ten aanzien van zijn kind was. Er is dus een vader op het grondgebied aanwezig.

Voor die groep moet toch ook een voogd kunnen worden aangesteld. Ze moeten ook gelijkgesteld worden qua juridische omkadering met een niet-begeleide minderjarige. Ze hebben zelfs dat recht niet. Niemand kan dus de belangen van die meisjes vertegenwoordigen.

Er was ook een terechte vraag over de SURB. Dat tart al helemaal de verbeelding. Een dossier start vaak als het slachtoffer nog minderjarig is. Het adres van een van hun ouders komt dan in het dossier, hoewel het slachtoffer om weet-ik-welke verontrustende reden geen contact meer met hen heeft. De zaak loopt verder en de dader komt in aanmerking voor vrijlating bij de SURB. Justitie gebruikt dan echter het eerste adres, hoewel het slachtoffer ondertussen al in een ander appartement woont. De normale controle via de Kruispuntbank om te kijken waar het slachtoffer nu woont, zou heel gemakkelijk kunnen zijn, maar we merken dat de brieven gewoon naar het eerst gekende adres bij Justitie gestuurd worden, ook al zijn we acht jaar verder.

De meisjes worden sowieso al amper opgeroepen. Als ze al opgeroepen worden, worden de brieven naar de verkeerde adressen gestuurd. Ik denk altijd dat de advocaten dat het beste weten. Ik val hen niet aan, want ik vind dat we een land moeten zijn dat zijn procedureneukers omarmt. Ze houden ons immers een spiegel voor. Ik zie wel dat de daders altijd procedureneukers hebben als advocaat. Zij kennen de achterpoortjes natuurlijk het beste. We zien nu dat de gevangenen zouden nagaan of slachtoffers inspraak hadden op de SURB. We hebben nu een tweede dader die vanuit de gevangenis van Beveren – kenners weten dat dat het om langgestraften gaat – zelf vrijwillig wil terugkeren via het detentiecentrum van Brugge. Beveren zegt dan dat de dader naar het detentiecentrum van Fedasil is gebracht en dat ze niet hebben afgevinkt of de voorwaarden met de slachtoffers wel zijn nagekeken. Fedasil zegt dan weer dat ze die bevoegdheid niet hebben en hem gewoon op het vliegtuig moeten zetten. De rechten van de slachtoffers zijn dus alweer niet gehoord. De beste advocaten waren echter weer aanwezig om te zeggen dat ze voor een vrijwillige terugkeer tekenen, of ze nu twee dagen later terugkeren naar

België of niet.

Ik weet dat ik moet afsluiten, maar uw vraag over de daders en de opvolging was heel belangrijk. De daders gaan meer en meer akkoord met een vrijwillige terugkeer. We weten allemaal dat er in de Balkan geen verdere strafuitvoering is en dat er geen voorwaarden worden opgelegd. Ze staan hier soms sneller terug in België dan dat Fedasil ze naar hun eigen land heeft gebracht. Dat is geen cliché, want wij zien dat in de praktijk.

Wij zien ook een toename van de daders die een andere identiteit aannemen in de Balkan en zo terugkomen. In de vijf jaar heb ik in mijn huis slachtoffers gezien van twee generaties van dezelfde daders. Daarvan valt men achterover. Een meisje kent bijvoorbeeld een veroordeling van een bepaalde Albanese familie. Ze zijn vrijgelaten en er is een recidive met een meisje dat ook bij ons geplaatst is.

In mijn doorgestuurde tekst stond ook nog een vraag. Ik volg de media namelijk op de voet, omdat het thema mij begeistert. Ik heb gelezen dat er een akkoord was en dat er nu 2/3 van de straf zou worden gevorderd voor seksuele uitbuiting en mensenhandel. Ik stel echter de vraag aan de commissie waar we dat zien in de praktijk. Wij zien immers al de daders na 1/3 van hun straf vrijkomen. Er zijn daders die acht jaar effectief gekregen hebben, waarvan ze twee jaar en acht maanden uitzitten en dan vrijkomen. Er zijn echter meisjes die binnen de beslotenheid veilig verblijven drie jaar en zes maanden worden geplaatst door de jeugdrechtbank. Ik vind het in een rechtsstaat absoluut niet kunnen dat slachtoffers langer van hun vrijheid beroofd worden dan hun daders. Daar moeten we iets aan doen. Uw vraag was dus helemaal terecht, voorzitter.

De zorgcontinuïteit is heel belangrijk. Gesloten en open is een gewestbevoegdheid, maar ik blijf pleiten voor een schakelmogelijkheid. Dat betekent dat veilig verblijf wat van hun middelen zal moeten afgeven als zij schakelen naar open en dat de open opvang wat meer middelen moet krijgen om, wanneer nodig, te kunnen schakelen naar gesloten handelingen.

Ik draai een open opvang, maar ik ben ook niet erkend door referentiecentra. Ik heb zicht op 50 Vlaamse meisjes zonder erkenning op dat punt. Ik snak echter soms naar de mogelijkheid om naar een gesloten opvang te schakelen en even naar de telefoon te kunnen grijpen bij een herval. Die mogelijkheid hebben we echter niet. Dat zou dus een betere samenwerking in zorgopvang kunnen zijn.

Ik dank u voor uw aandacht en excuseer mij als ik vragen ben vergeten. Ik hoop dat jullie op bezoek komen en dan zal ik op dat moment die vragen beantwoorden.

Er was ook nog een zeer terechte vraag over de jeugdadvocaten. Zij zijn vaak niet volledig op de hoogte. Wij merken dat de jeugdadvoocaat die is aangesteld voor de meisjes handelt op de zitting en de VOS (verontrustende opvoedingssituatie). Het meisje valt binnen de VOS-verontrusting onder de jeugdrechtbank 'slachtoffer mensenhandel'. Daar start dan een strafdossier. Het parket stelt geen advocaat aan, want denkt dat het meisje al onder de jeugdrechtbank valt. De advocaat van de jeugdrechtbank is echter niet op de hoogte dat er een strafdossier 'mensenhandel' voor dat meisje is gestart.

Daar zit het pijnpunt. Een jeugdadvoocaat wordt niet automatisch ingelicht bij een strafzaak startend van een meisje dat hij of zij kent.

Meester Van den Bosch komt echter deze namiddag. Ik ken haar zeer goed, aangezien ze ook sommige van onze meisjes begeleidt. Ik hoop dat iedereen zeer aandachtig naar haar zal luisteren, want zij kan u dat pijnpunt nog beter uitleggen.

Le président: La séance reprendra à 14 h et j'aimerais permettre à tout le monde de prendre une petite pause, sinon ça fera une longue journée. Monsieur Lowyck, je vais vous demander de répondre en une dizaine de minutes, maximum un quart d'heure, aux questions qui vous ont été adressées, merci.

David Lowyck : Alle begrip, ik zal proberen zo snel mogelijk de belangrijkste vragen te beantwoorden.

Er was een vraag over de connectie tussen ons en de jeugdrechtbanken. Zoals ik had uitgelegd, is de openheid en bereikbaarheid van onze specifieke opvang het belangrijkste van allemaal. We willen los van procedures en beslissingen die genomen moeten worden, een aanbod kunnen doen. Op die manier moeten politiediensten geen jongeren in de cel houden en moeten magistraten geen mensen laten gaan.

Bij ons kan er iemand binnenkomen, zonder dat er een voogd is aangesteld. We hebben vandaag immers honderden voogden te kort voor niet-begeleide minderjarigen. Het kan ook zonder dat er een jeugdrechter is aangesteld. Op het moment dat er iemand bij ons binnenkomt, zullen we wel een

aanstelling van een jeugdrechter vragen, als dat nog niet gebeurd is. Het wachten op de aanstelling van een jeugdrechter en een eventueel vonnis is op dit moment namelijk hopeloos achterhaald als gevolg van het tempo waaraan de zaken worden afgehandeld. Wij zetten de opvang dus voor de aanwijzing, maar zullen dan wel de aanstelling vragen. Dat is wel belangrijk om te bewerkstelligen dat de minderjarigen bij ons kunnen blijven komen.

Er werd ook gevraagd hoe ze bij ons terechtkomen. Wij hebben een aantal kernpartners, zoals de politie, het parket, de dienst Voogdij en Fedasil. Niet eender wie, maar zij worden geïnformeerd. Het is ook zo dat ons opvangcentrum een samenwerking is met PAG-ASA. Wij geven dus een deel van onze subsidies aan PAG-ASA om de juridische expertise te krijgen. PAG-ASA is 24/24 en 7/7 bereikbaar en maakt mee de inschatting of er nood is aan opvang bij ons of niet. Dat blijft voor ons heel belangrijk.

Mevrouw Platteau, onze netwerken zijn een beetje anders dan de netwerken waarmee mevrouw Van Nieuwenhove te maken heeft. Wij zien immers vooral internationale, zeer zware, georganiseerde misdaad. Het zijn misdrijven die over de landsgrenzen heen gaan. Het zijn ook enorm geconnecteerde en gevaarlijke netwerken. De ontvoering die we hebben meegemaakt, toont ook aan dat een netwerk niet bang is om het risico te nemen om iemand te komen weghalen. Het komt echter niet zo heel vaak voor. Het zijn vooral ook netwerken waarvoor de minderjarigen ontzettend schrik hebben, omdat de familie in het land van oorsprong vaak mee in de tang genomen wordt, gechanteed wordt en onder dwang wordt gezet.

Tegelijk zien we echter, zeker in de casussen van bedelarij, dat het vaak de familie zelf is, die de minderjarige uitbuit of die de mensenhandelaar is van het kind. Het vraagt dus nog meer begeleidingscapaciteit om zo'n minderjarige te beveiligen, te kunnen loswaken van familie en om een alternatief te bieden.

Wat uw vraag betreft om informatie te geven in de landen van oorsprong, er wordt vaak ingezet op ontradingscampagnes om naar België te komen. Kregen we nu maar eens dezelfde budgetten om campagnes op te zetten om te waarschuwen voor mensenhandel en zware vormen van smokkel. Het valt ons alleszins op dat de families vaak niet op de hoogte zijn van in welke vreselijke omstandigheden hun minderjarigen hier terechtkomen. De huidige situatie van de Afghaanse minderjarigen, van de jongens althans, toont ook aan dat het om iets reëls gaat waarop moet worden gewerkt.

Wat Oekraïne betreft, is er nu een initiatief genomen om de Oekraïense minderjarigen zelf de nodige informatie te geven en hen te wijzen op de risico's en gevaren van mensensmokkel en mensenhandel. Dat zijn goede initiatieven, die als voorbeeld kunnen dienen. Hoe meer kennis, ook bij de minderjarigen zelf, des te meer complementaire bescherming het systeem kan bieden.

De invloed van sociale media is gigantisch groot, zoals mevrouw Van Nieuwenhove al zei. Dat is ook een van de redenen waarom er bij ons geen vrij internet of gsm's in huis zijn. Dat is een zeer belangrijke voorwaarde om echt te kunnen beschermen.

De heer Segers vroeg waaraan het nog ontbrak in het hulpverleningslandschap. Meza is er, Esperanto draait goed. Ik denk – en dit raakt enigszins aan de vraag wat met de jongens – dat er niet voor elk slachtoffer van mensenhandel dezelfde gespecialiseerde, doorgedreven, zwaarbeveiligde opvang nodig is. Als er vandaag bij Minor-Ndako een jongen aangemeld wordt die het slachtoffer is van economische uitbuiting, op een bouwwerf of elders, dan kunnen we daarmee volgens mij zeer goed aan de slag binnen onze bestaande structuren. Ook Fedasil zou volgens mij zeer goed met zulke jongeren kunnen werken. Wat op zulke momenten wel belangrijk is, is om altijd de link te leggen met een van de drie referentiecentra en ervoor te zorgen dat de voogd ook het aspect mensenhandel meekrijgt, ook als er geen acute dreiging van ontvoering of wat dan ook is. Ook de economische of andere aspecten moeten dus mee in acht worden genomen.

We moeten als sector blijven bijleren over de in te zetten middelen en het overzicht van het aanbod blijven behouden, want ik besef ook dat het aanbod dat we binnen Meza hebben, het duurste en zwaarst gesubsidieerde opvangaanbod is in Vlaanderen. Met het veilig verblijf moeten we dus zuinig omspringen en we moeten zoveel mogelijk opvang bieden binnen de gewone structuren.

Slachtoffers van mensenhandel kunnen ook in pleeggezinnen worden opgevangen. Het grote voordeel daarvan is dat zij in open en huiselijke settings worden opgevangen. Het hoeft niet altijd om gesloten gemeenschapsinstellingen of het zwaarbeveiligde veilig verblijf te gaan. Maar, zoals mevrouw Van Nieuwenhove ook zei, men moet wel kunnen schakelen. Het allerbelangrijkste is een dynamisch opvangveld te hebben, waarin een aantal centrale actoren, zoals voogden, magistraten en advocaten, de dossiers beheren. In het heel vertekende landschap dat we vandaag

hebben, in het complexe land waarin we leven, moet er vooral werk worden gemaakt van uniformisering en van centralisering van data. Dat is meteen ook de grootste vraag of aanbeveling voor uw commissie. Een land als Nederland heeft een nationaal rapporteur voor minderjarige slachtoffers van mensenhandel, die elk jaar een heel gedetailleerd rapport opstelt. Wij hebben Myria, dat in 2018 een fantastisch rapport heeft opgemaakt over alles wat te maken heeft met slachtoffers mensenhandel en minderjarigen. Het zou fijn zijn als er elk jaar een rapport rond mensenhandel en minderjarigen uitkomt. Zo houden we de druk op de ketel en houden we iedereen attent. Cijfers, data, uniformiteit in die data, dat alles is belangrijk. Dat ontbreekt nu sowieso.

Tot slot, we maken ons echt ontzettend veel zorgen over de Afghaanse jongens. Ondanks dat wij een centrum zijn voor meisjes, exclusief opgezet voor meisjes, vangen we vandaag één Afghaanse jongen op, omdat die nergens anders meer veilig was en wij de enigen in Vlaanderen waren die die veiligheid voor een stuk konden bieden. Het zit een stukje naast onze opdracht, en tegelijkertijd zit het er ook pal op: of het nu om een jongen of een meisje gaat, slachtoffer van seksueel geweld of uitbuiting.

Wat tegenwoordig nog niet zo duidelijk is bij de Afghaanse niet-begeleide minderjarigen, is: gaat het om zwaar seksueel geweld als een vorm van dwang die wordt uitgeoefend op jongeren en is het echt georganiseerde mensenhandel. Daarover zullen we nu vergaderingen moeten opzetten. Er zal op dat vlak veel meer werk worden verricht.

Wat opvallend is bij de Afghaanse jongens, en tegelijkertijd zeer verontrustend, maar ook begrijpelijk, is dat zij vragen om opgevangen te worden in settings waar niet te veel of geen andere Afghaanse jongens zijn. In ons opvanglandschap bestaan al onze leefgroepen, op Meza na, voor bijna 100 % uit Afghaanse jongens. De vraag is ook hoe we omgaan met die hulpvragen, met die vraag om begeleiding. Moeten we nieuwe centra opzetten? Daar hebben we de tijd noch de middelen voor. We zullen als sector dus heel creatief en out of the box moeten nadenken over de manier waarop we die jongeren voor een stuk veiligheid kunnen bieden binnen de huidige opvangcapaciteit. Ik ben blij dat u de vraag stelde, want de situatie met de Afghaanse jongens is het meest alarmerende van wat we vandaag zien.

Wat de gespecialiseerde voogden betreft, wij hebben daar minder zicht op. Ik denk niet dat de jongeren die bij ons zitten, allemaal zo'n

gespecialiseerde voogd hebben. Ze hebben wel allemaal een voogd en daar zijn we al heel dankbaar en blij om, want zoals mevrouw Van Nieuwenhove ook terecht aanhaalde, zien wij wel degelijk het voordeel van het hebben van een voogd voor het beheren en centraliseren van een dossier. Dat is dus zeker een goede praktijk.

Wat het lage aantal aanmeldingen betreft, vandaag zitten we aan vijf van de zes; de zesde plaats willen we openhouden. Toch is dat iets wat ons blijvend verontrust. Het is ook onze taak om onszelf kenbaar te blijven maken bij alle parketten, bij alle politiediensten, bij alle magistraten. Die opdracht wil ik niet negeren of zomaar naar iemand anders doorschuiven. Wij zullen dat dus blijven doen. We zijn inderdaad nog maar bezig sinds april, we hebben dus nog tijd nodig om op kruissnelheid te komen, maar het zal wel van twee kanten moeten komen. We zullen dus de jeugdrechters blijven uitnodigen, in overleg met de parketten. Casus per casus, naarmate ze ons beter leren kennen en als blijkt dat we samen goed werk kunnen verrichten, zal het wel helpen om daar verder in te groeien.

Hoe dan ook is het centrale aanmeldpunt een enorme meerwaarde. Het feit dat de Dienst Voogdij niet 24/7 bereikbaar is, is net de reden waarom wij gezegd hebben dat we onze opvang vóór de Dienst Voogdij schuiven, vóór de jeugdrechtbank. Wij willen in de eerste lijn te allen tijde toegankelijk zijn. Uit ervaring wisten we immers hoe ongelooflijk log het systeem voor de meest kwetsbare jongeren soms is. Denk aan de casus van de Vietnamese jongeren, als we daar hadden gezien dat er te allen tijde opvang is en dat de rest dan wel volgt vanuit die opvang, dan had de situatie er waarschijnlijk anders uitgezien.

Dat doen we nu heel bewust. We bijten er ons ook minder in vast, omdat de bereikbaarheid van de opvangplaatsen op dit moment voor ons het allerbelangrijkste is. Van daaruit volgt de rest dan wel, rustig aan, met een goed geïnformeerde jongere.

Nogmaals bedankt.

Le président: Des collègues souhaitent-ils intervenir?

Olivier Vajda (Ecolo-Groen): Je voudrais réagir en une demi-heure, Monsieur le président, mais je ne le ferai pas, je vous rassure (*Rires*). Encore merci, les réponses que vous nous avez apportées alimentent encore le débat, nous allons digérer les informations. Je retiens deux points, premièrement la suggestion de monsieur Lowyck – je ne sais pas s'il est le seul à l'avoir formulée – d'une

centralisation des données en la matière, je pense que ce serait un excellent point pour une meilleure information entre les services.

De mon côté je réfléchis à également prévoir des améliorations en matière d'aide juridique. D'abord, une meilleure formation des avocats inscrits en matière de droit de la jeunesse pour qu'ils aient également une formation en matière de traite des êtres humains, cela me semble essentiel, et, ensuite, pour créer – c'est une réflexion suite à ce qu'a dit madame Van Nieuwenhove – une gratuité de l'aide juridique sans condition d'âge lorsqu'on a été victime de traite des êtres humains dans sa jeunesse.

Je ne dis pas que cela doit être fait directement, mais en tout cas c'est une piste qui doit être creusée.

Le **président**: Vous rejoignez, ce faisant, la proposition de notre collègue Segers. Je vais moi aussi remercier Mmes Detheux et Van Nieuwenhove et M. Lowyck pour leurs interventions. N'hésitez pas à continuer à nous suivre et à nous faire part de vos éventuelles réactions. Toute contribution à nos travaux est la bienvenue. Madame Van Nieuwenhove, je ferai part à la commission de l'invitation que vous nous avez adressée.

La réunion publique de commission est levée à 13 h 32.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.32 uur.